

CONSEIL COMMUNAL DU 22 OCTOBRE 2018  
GEMEENTERAAD VAN 22 OKTOBER 2018

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b>	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel, Florence Pendeville, Barbara De Campos-Palermo, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
<b>Excusés</b>	Marie-Rose Geuten, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
<b>Verontschuldigd</b>	Jean-Luc Robert, Marie-Louise Servais, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .

Monsieur Christian De Beco vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.  
De heer Christian De Beco wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence sur deux points est adoptée. Ces points sont intégrés à l'ordre du jour au numéro 24 et 25 ; les numéros des points suivants sont adoptés en conséquence.  
De dringendheid van twee punten wordt goedgekeurd. Die punten worden toegevoegd aan de agenda onder het nummer 24 en 25; de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast.

Ouverture de la séance à 20:15  
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

22.10.2018/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 25.06.2018 - Approbation-report du 17/09/2018**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

2 modifications sont apportées à la réponse de Monsieur Jean Laurent au point n° 60 « Interpellation de Monsieur Damien Gérard relative à situation à la Mission locale pour l'Emploi » du Conseil communal du 25 juin 2018.

1ère modification :

Dans le 1er paragraphe, remplacer « il s'agit donc d'une initiative d'une personne seule » par « il pourrait s'agir donc d'une initiative d'une personne seule ».

2ème modification :

Dans le 3ème paragraphe, ajouter « Suite à l'absence du directeur, il n'a pas été possible d'organiser ces médiations individuelles jusqu'à présent. Cependant, nous avons très rapidement mis en place ... ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 25.06.2018 – Goedkeuring- uitstel van 17/09/2018**

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

Er worden twee wijzigingen aangebracht aan het antwoord van de heer Jean Laurent in punt 60 “Interpellatie van de heer Damien Gérard betreffende de situatie van de Mission locale pour l'Emploi” van de gemeenteraad van 25 juni 2018.

1e wijziging :

In de eerste paragraaf “Het gaat dus om een initiatief van één enkele persoon.” vervangen door “Het zou dus kunnen gaan om een initiatief van één enkele persoon.”

2e wijziging :

In de derde paragraaf toevoegen: “Door de afwezigheid van de directeur was het tot nu toe niet mogelijk om die individuele bemiddelingssessies te organiseren. We hebben echter zeer snel...”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.10.2018/A/0002 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 17.09.2018 - Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 17.09.2018 – Goedkeuring**

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de

gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## **Affaires générales - Algemene Zaken**

### **22.10.2018/A/0003 ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Comptes 2017 et Budget 2018 – Prise d'acte.**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017 ;

Vu les comptes 2017 et le budget 2018 en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 02 juillet 2018 ;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2018 un subside de 60.000,00 € en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

**DECIDE :**

De prendre acte des comptes 2017 arrêtés au 31 décembre 2017 et le budget 2018 de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek – Rekeningen 2017 en Begroting 2018 – Acte neming.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2017 en de begroting 2018, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 02 juli 2018;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2018 een subsidie van 60.000,00

€ heeft ingeschreven voor de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

**BESLUIT:**

Acte te nemen van de rekeningen 2017 afgesloten op 31 december 2017 en de begroting 2018 van de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*AIS+-+Comptes+annuels+2017+.pdf, Rapport+annuel+2017.pdf, Budget+2018.pdf*

---

22.10.2018/A/0004 **Réseau de télédistribution - Convention de vente - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu la convention transactionnelle conclue le 26 mai 1997 avec Radio Public SA (TVD) reprise depuis par Telenet ;

Considérant que la Commune est propriétaire du réseau de télédistribution ; que le droit d'exploiter a été accordé à la sa Radio Public, devenue Telenet ;

Considérant que la convention a été conclue pour 20 ans, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et prenant par conséquent fin au 31 décembre 2016 ;

Considérant les avenants de prolongations de la convention conclus avec Telenet prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Considérant que l'article 9 de la convention accordait un droit de préemption à TVD, donc Telenet en cas de vente du réseau par la commune ou d'apport du réseau dans une intercommunale ou dans toute autre société à l'expiration de la convention ;

Considérant que la commune ne dispose pas des compétences nécessaires pour gérer un réseau de télédistribution ;

Considérant la décision prise par le Conseil communal le 27 juin 2016 de vendre par conséquent ledit réseau ;

Considérant également sa décision du même jour de procéder à une vente aux enchères, sur base d'un règlement d'enchères ;

Considérant la décision du Collège du 12 juillet 2018 adoptant les « Termes et conditions de la mise en vente du réseau de télédistribution », le « Règlement régissant la procédure d'enchères » et le « Règlement de procédure relatif à l'usage de la Data

Room » ;

Considérant la publication de ces documents le 16 juillet 2018 ;

Considérant qu'un seul candidat acquéreur a remis une offre le 11 septembre 2018, offre pour un montant de six millions d'euros et constatée conforme par l'huissier de justice Thierry Van Diest, qui en a dressé procès-verbal ;

Considérant que, conformément à l'article 3, alinéa 5 des « Termes et conditions », s'il n'y a qu'une seule offre conforme, son auteur est réputé être l'auteur de l'enchère la plus élevée et il est directement fait application de l'article 5, en vertu duquel l'offrant est le lauréat, ce dont il a été avisé par téléphone conformément à l'article 8 des « Termes et conditions » ;

Considérant que selon l'article 11, le vendeur – la commune – avait encore le droit de renoncer à la vente ; que s'il prenait la décision de vendre, le contrat serait conclu sous la condition suspensive prévue à l'article 7, f ; étant l'approbation ou la non-annulation de la décision de vendre par l'autorité de tutelle ;

Considérant que le montant offert par la société Telenet semble raisonnable ; que la société Telenet est l'actuel exploitant du réseau de sorte que la continuité de son exploitation dans les conditions actuelles est assurée ;

Considérant qu'il y a par conséquent lieu d'accepter la vente en faveur de Telenet au montant proposé de six millions d'euros ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

**DECIDE**

1. d'approuver la vente du réseau de télédistribution, sur base de la procédure d'enchères conduite conformément aux conditions préalablement déterminées par le Collège en accord avec la décision de vendre du Conseil, l'acquéreur étant la société Telenet, pour le montant de six millions d'euros, ce montant étant entendu net de toutes taxes et de frais généralement quelconque comme il est dit dans le règlement fixant les termes et conditions de la vente ;
2. d'approuver les termes de la convention reprise ci-dessous;
3. de mandater le Collège pour notifier la présente décision à Telenet à l'effet de conclure la vente, sous la condition suspensive de l'approbation ou de la non-annulation par l'autorité de tutelle ;
4. de mandater le Collège pour notifier la présente décision à l'autorité de tutelle;
5. de mandater le Collège pour représenter la commune lors de la signature du contrat de vente.

### **Convention**

**Entre** : La Commune d'Etterbeek, dûment représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, en la personne de ...

ci-après la «Commune » ;

Et : La Société privée à responsabilité limitée TELENET, dont le siège social est établi Liersesteenweg 4 2800 Mechelen , inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0473.416.418, dûment représentée par Bart Van Oudenhove, mandataire,

ci-après l'« Acquéreur »,

ci-après collectivement les « Parties »,

**I.- Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La commune est propriétaire du réseau de télédistribution établi sur son territoire tel que décrit dans l'annexe A à la présente convention (le « Réseau »). Le droit d'exploiter ce Réseau a été accordé à la société Radio Public, devenue Telenet.

Cette convention a été conclue pour 20 ans, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et prenant par conséquent fin le 31 décembre 2016. Elle a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2017. Une dernière prolongation a été convenue jusqu'au 31 décembre 2018.

A l'expiration de la convention, au cas où la commune souhaiterait vendre le Réseau ou en faire apport dans une intercommunale ou toute autre société, Telenet bénéficiera d'un droit de préemption sur le Réseau. Au cas où Telenet exerce son droit de préemption, elle deviendra propriétaire du Réseau si, par rapport à l'offre la plus intéressante reçue d'autre part par la commune, elle augmente de 5% le prix proposé et si les services offerts par elle sont équivalents à ceux de cette offre sur base de critères objectifs, pertinents, mesurables et vérifiables.

Le conseil communal a décidé le 27 juin 2016 de vendre le Réseau plutôt que de l'exploiter elle-même ou d'en confier l'exploitation à un tiers. Elle a décidé de procéder à une vente aux enchères, cette procédure étant de nature à respecter le principe de mise en concurrence et l'égalité des candidats, principes aujourd'hui rendus incontournables par la jurisprudence, tout en préservant le droit de préemption de Telenet. En effet, le Réseau reviendrait ainsi au candidat dont la dernière offre n'aura pas fait l'objet de surenchère.

Les documents de vente par appel au marché ont été adoptés par le Collège le 12 juillet 2018, en français et en néerlandais, et publiés le 16 juillet 2018. Ces documents organisaient la constitution et la remise des offres des candidats acquéreurs du Réseau, de même que la procédure d'enchères sur la base de laquelle l'acquéreur serait désigné. Il s'agissait des « Termes et conditions de la mise en vente du réseau de télédistribution », du « Règlement régissant la procédure d'enchères » et du « Règlement de procédure relatif à l'usage de la Data Room ».

La commune avait le souci d'assurer la continuité par l'acquéreur au bénéfice des abonnés des services de communications électroniques, et notamment de télévision. La vente du Réseau avait par conséquent lieu moyennant l'engagement de l'acquéreur d'assurer cette continuité dans les meilleures conditions de qualité.

D'après les documents de mise en vente et notamment l'annexe A, la vente comprenait la vente du réseau physique de type réseau câblé hybrid fibre coaxial «HFC», les Optical Node Units (les nœuds de raccordement optiques ONU), ainsi que tout actif

présent entre les Optical Node Units et les taps (les taps étant les points finaux de la propriété de la Commune). Le câble se situant après les taps appartient au consommateur final. Le Réseau inclut également tout matériel utilisé aux fins de son exploitation, notamment les tuyaux, les tuyaux d'attente, les chambres de visite, les câbles en fibre optique et coaxial, la tête de réseau, les nœuds optiques, les prises, les sous-stations, les amplificateurs, les splitters, les taps, le matériel technique, etc.). Le tout situé sur le territoire de la commune.

L'attention des candidats était attirée sur le fait que la clientèle reste libre du choix de son fournisseur de services de communications électroniques, qu'il s'agisse de télévision, d'internet, de téléphonie, fixe ou mobile, ou d'autres services prestés par l'intermédiaire du réseau.

La notification de la désignation de l'acquéreur au terme de la procédure d'enchères de la manière décrite par le « Règlement régissant la procédure d'enchères » aurait pour effet de conclure la vente. Les documents contractuels comprendraient les « Termes et conditions » ainsi que l'offre de l'acquéreur, le cas échéant complétée par le prix résultant des enchères. Il était indiqué qu'aucune autre convention ne serait nécessaire.

TELENET a déposé une offre le jour indiqué dans le document « Termes et conditions » et l'avis de marché comme étant la date limite de réception des offres, soit le 11 septembre 2018 avant 10 heures. Il s'est agi de la seule offre déposée. Cette offre a été constatée conforme au « Termes et conditions » par l'huissier de justice Thierry Van Diest.

Conformément à l'article 3, alinéa 5 des « Termes et conditions », s'il n'y avait qu'une seule offre conforme, son auteur était réputé être l'auteur de l'enchère la plus élevée et il était directement fait application de l'article 5, en vertu duquel l'offrant était le lauréat, ce dont il a été avisé par téléphone conformément à l'article 8 des « Termes et conditions ».

Selon l'article 11, le vendeur – la commune – avait encore le droit de renoncer à la vente. S'il prenait la décision de vendre, le contrat serait conclu sous la condition suspensive prévue à l'article 7, f., à savoir l'approbation ou la non-annulation dans le délai légal de la décision du vendeur par son autorité de tutelle, étant la Région de Bruxelles-Capitale.

Le procès-verbal d'ouverture des offres a été établi par l'huissier de justice Thierry Van Diest le jour même.

Le Conseil communal a décidé lors de sa séance du [...] de vendre le Réseau à la société TELENET. Cette décision a été notifiée à TELENET le [...], cette notification concluant la vente, sous réserve de la condition suspensive précitée.

La décision du Conseil communal a été communiquée à l'autorité de tutelle le [...]. Il en résulte que, sans réaction de l'autorité de tutelle, la condition suspensive sera levée le [...].

La conclusion de la présente convention est justifiée par la nécessité de fixer un certain nombre de questions non réglées par les documents de la mise en vente en rapport avec l'exécution de cette vente.

## **II.- Il est dès lors convenu ce qui suit :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

1.- Dans le prolongement de la vente, telle que constatée par l'exposé qui précède, il est, pour autant que de besoin, précisé que la vente implique le transfert de la propriété de l'ensemble des éléments constituant le Réseau, tel que décrits à l'Annexe A.

2.- Compte tenu que le Réseau était géré par l'Acquéreur avant la vente, celui-ci déclare (i) disposer de l'inventaire complet de tous les éléments de celui-ci, actifs et passifs, (ii) d'un accès complet à tous ces éléments, et (iii) d'une connaissance parfaite du Réseau et de ses vices éventuels, apparents ou cachés.

### **Article 2**

1.- Les parties s'obligent à comparaître devant notaire pour la signature de l'acte authentique de vente du Réseau au plus tard le 21 décembre 2018. L'acte authentique intégrera les clauses de cette convention ainsi que toute autre clause habituelle. Chaque partie prendra à sa charge les coûts de son notaire.

2.- La propriété du Réseau, ainsi que les risques s'y rapportant, seront transférés à l'Acquéreur le ~~1<sup>er</sup> janvier 2019 à 0.00h~~ 31 décembre 2018 à 23h59.

3.- La délivrance du Réseau sera réputée être effectuée de plein droit au même moment, sans aucune formalité compte tenu que l'Acquéreur en a la gestion depuis vingt ans.

4.- Sans préjudice de la généralité des dispositions et des paragraphes qui précèdent, il est, pour autant que de besoin, précisé qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 0:00 h. :

(a) l'Acquéreur assumera, à la pleine et entière décharge de la Commune, toutes les obligations et tous les droits, contractuels et autres, en rapport avec la propriété du Réseau.

(b) l'Acquéreur supportera seul l'obligation d'entretien, tous les frais de petites et/ou grandes réparations du Réseau, ainsi que plus généralement tous les frais d'exploitation du Réseau.

### **Article 3**

1.- Le prix payé par l'Acquéreur pour l'ensemble des actifs qui lui sont cédés s'élève à 6.000.000 € (hors TVA, et hors tous autres éventuels droits ou taxes de toute nature et hors frais) (ci-après "**le Prix Net Total**").

2.- Un montant égal à 50 % du Prix Net Total, soit 3.000.000 € (trois millions) a été versé par l'Acquéreur à la Commune à la levée de la condition suspensive de l'approbation ou la non-annulation dans le délai légal de la décision du vendeur par son autorité de tutelle, par virement au compte bancaire de la Commune n° \_\_\_\_\_ . Le solde, soit 3.000.000 € (trois millions), sera versé par l'Acquéreur à la Commune par virement au même compte bancaire, de telle sorte que cette dernière en soit créditée le 31 décembre 2018 au plus tard.

### **Article 4**



1.- L'Acquéreur tiendra indemne respectivement la Commune des conséquences de tout recours généralement quelconque qui serait introduit à son encontre par un tiers quelconque en rapport avec le Réseau faisant l'objet de la présente vente à compter du transfert de la propriété du Réseau, sauf les recours concernant la vente même du Réseau par la Commune, concernant des accords contractuels éventuels entre la Commune et des tiers ou concernant des autorisations administratives délivrées par la Commune.

2.- A compter du transfert de la propriété du Réseau, l'Acquéreur s'engage à respecter scrupuleusement l'ensemble des dispositions contractuelles (auxquelles l'Acquéreur est partie), légales et réglementaires actuelles ou futures, applicables au Réseau. Il obtiendra notamment par anticipation toutes les autorisations administratives, quelles qu'elles soient, nécessaires à l'exploitation du Réseau, ainsi qu'à la réalisation de tout acte et travaux sur celui-ci, à ses frais exclusifs et sous sa seule responsabilité.

3.- Plus généralement, l'Acquéreur s'engage à respecter les obligations légales et réglementaires liées à la gestion et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques, ainsi que toutes décisions administratives le concernant, et notamment celles du ou des régulateurs des services de médias audiovisuels ou des services de communications électroniques, compétents sur le territoire desservi par le Réseau.

4.- Les Parties s'engagent à respecter scrupuleusement la convention d'exploitation actuelle entre la signature de la présente convention et le transfert de la propriété du Réseau.

5.- La Commune déclare, tant au moment de la signature de la présente convention qu'au moment du transfert de la propriété du Réseau :

- qu'elle a le droit de vendre le Réseau à l'Acquéreur conformément à cette convention ;
- que sauf le droit d'exploitation de l'Acquéreur en vertu de la convention d'exploitation actuelle, le Réseau est, et restera jusqu'au transfert de la propriété du Réseau, libre d'obligations ou restrictions contractuelles, d'hypothèques, de gages ou de tout autre sécurité, et,
- à la meilleure de ses connaissances, il n'existe aucun litige, aucune demande et aucune plainte concernant le Réseau.

### **Article 5**

1.- L'Acquéreur reconnaît avoir parfaite connaissance du Réseau, et de l'état dans lequel il se trouve. Il acquiert l'ensemble et chacune de ses composantes dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de la signature de la présente convention, sans garantie de contenance, avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui l'avantagent ou le grèvent, et avec ses défauts apparents ou cachés, sans pouvoir réclamer de ce chef une modification du prix ou une quelconque indemnité.

2.- L'Acquéreur renonce à tous recours généralement quelconques contre la Commune du chef de dommages dont des tiers ou lui-même pourraient être victimes par le fait du Réseau cédé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

3.- Tous les frais, coûts, responsabilités, obligations, charges, taxes, impôts généralement quelconques en relation (i) avec la propriété et l'exploitation du Réseau

en toutes et chacune de ses composantes, (ii) avec la propriété des actifs cédés et/ou (iii) avec l'exécution des contrats, sont à la charge exclusive de l'Acquéreur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 0:00 h., celui-ci tenant indemne la Commune de tout recours généralement quelconque d'un tiers, en ce compris le cas échéant d'un abonné après le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### **Article 6**

1.- L'Acquéreur s'engage à payer toutes les taxes éventuellement exigibles en relation avec l'exécution de la présente Convention.

2.- Il est entendu par les Parties que les articles 11 et 18, §3 du Code TVA s'appliquent à la vente en ce qu'elle porte sur l'ensemble composé du Réseau, constitué comme une universalité de biens. A cet égard, l'Acquéreur déclare être assujéti à la TVA et entendre poursuivre l'exploitation du Réseau.

Si par impossible l'administration de la TVA devait considérer que la TVA est applicable à tout ou partie de la vente, l'Acquéreur s'engage à payer, dans le respect des délais et modalités qui seront en cette hypothèse prescrits par l'administration de la TVA ou par les dispositions légales et réglementaires, le montant total de la TVA, en ce compris le montant éventuel des amendes et autres pénalités généralement quelconques.

Les Parties se concerteront afin de défendre leur position selon laquelle aucune TVA n'est due sur la vente faisant l'objet de la présente Convention.

Si au terme de la procédure de recours qui serait le cas échéant introduite par l'Acquéreur en vue de contester la décision de l'administration de la TVA d'appliquer la TVA sur tout ou partie de la vente faisant l'objet de la présente Convention, l'administration de TVA venait à rembourser tout ou une partie de la TVA payée par l'Acquéreur, le montant effectivement remboursé par l'administration de la TVA reviendrait à l'Acquéreur.

### **Article 7**

En cas de contradiction entre la présente convention et les « Termes et conditions de la mise en vente du réseau de télédistribution de la commune d'Etterbeek », ces derniers prévalent;

### **Article 8**

1. Le présent contrat est régi et doit être interprété conformément au droit belge.

2. Tout litige en relation avec la présente Convention, notamment quant à sa conclusion, sa validité, son interprétation, son exécution ou sa dissolution, sera de la compétence exclusive des juridictions de Bruxelles.

La Commune d'Etterbeek

Nom :

Fonction :

TELENET

Nom :

Fonction :

## Annexe A : description du réseau de télédistribution

Amendement :

A l'article 2.2 de la convention, la date du transfert est le "31 décembre 2018, à 23h59" au lieu du "1er janvier 2019 à 0.00h".

Vote sur l'amendement :

31 votants : 31 votes positifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération amendé.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Kabeltelevisienet - Verkoopovereenkomst - Goedkeuring.**

De gemeenteraad,

gelet op de compromisovereenkomst die op 26 mei 1997 gesloten werd met Radio Public nv (TVD) en die sindsdien werd overgenomen door Telenet;

overwegende dat de gemeente eigenaar is van het teledistributienet; dat het exploitatierecht werd toegekend aan de nv Radio Public, die Telenet is geworden;

overwegende dat die overeenkomst gesloten werd voor een periode van 20 jaar en in werking is getreden op 1 januari 1997 en bijgevolg afliep op 31 december 2016;

gelet op de aanhangsels voor de verlenging van de overeenkomst die gesloten werden met Telenet en waarmee de overeenkomst verlengd werd tot 31 december 2018;

overwegende dat artikel 9 van de overeenkomst een recht van voorkoop toekent aan TVD, dus aan Telenet, ingeval de gemeente het net verkoopt of ingeval het net in een intercommunale of in een ander bedrijf ondergebracht wordt bij afloop van de overeenkomst;

overwegende dat de gemeente niet over de nodige deskundigheid beschikt om een teledistributienet te beheren;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 juni 2016 om dat net te verkopen;

gelet op zijn beslissing op dezelfde dag om over te gaan tot een verkoop bij opbod op basis van een reglement;

gelet op de beslissing van het college van 12 juli 2018 tot goedkeuring van de "Bepalingen en voorwaarden van de verkoop van het teledistributienet", het "Reglement betreffende de veilingprocedure" en het "Procedurereglement betreffende het gebruik van de data room";

gelet op de publicatie van die documenten op 16 juli 2018;

overwegende dat slechts één kandidaat-koper een offerte heeft ingediend op 11

september 2018, een offerte voor een bedrag van zes miljoen euro, dat die offerte conform werd verklaard door gerechtsdeurwaarder Thierry Van Diest, die daar een proces-verbaal van heeft opgemaakt;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 3, alinea 5 van de “Bepalingen en voorwaarden” als er slechts een offerte in overeenstemming is, haar auteur geldt als de auteur van het hoogste bod en onmiddellijk artikel 5 wordt toegepast op grond waarvan de biedende de winnaar is, dat hij daarvan telefonisch op de hoogte werd gebracht in overeenstemming met artikel 8 van de “Bepalingen en voorwaarden”;

overwegende dat de verkoper (de gemeente) volgens artikel 11 nog het recht had om af te zien van de verkoop; dat als hij zou beslissen om te verkopen, het contract gesloten zou worden onder de opschortende voorwaarde voorzien in artikel 7f, met name de goedkeuring of de niet-annulering van de beslissing om te verkopen door de toezichthoudende overheid;

overwegende dat het bedrag dat geboden wordt door het bedrijf Telenet redelijk lijkt; dat het bedrijf Telenet op dit moment de huidige exploitant van het net is waardoor de continuïteit van de exploitatie in de huidige omstandigheden verzekerd is;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om de verkoop aan Telenet voor het geboden bedrag van zes miljoen euro te aanvaarden;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

## BESLIST

1. om goedkeuring te geven voor de verkoop van het teledistributienet op basis van de veilingprocedure die uitgevoerd werd in overeenstemming met de voorwaarden die vooraf werden vastgelegd door het college in overeenstemming met de beslissing van de raad om te verkopen. De koper is het bedrijf Telenet voor een bedrag van zes miljoen euro, dat is het nettobedrag zonder alle belastingen en kosten zoals dat is bepaald in het reglement tot vaststelling van de bepalingen en voorwaarden van de verkoop;
2. om de voorwaarden van de onderstaande overeenkomst goed te keuren;
3. om het college de opdracht te geven om Telenet op de hoogte te brengen van deze beslissing om de verkoop te sluiten onder de opschortende voorwaarde van goedkeuring of niet-annulering door de toezichthoudende overheid;
4. om het college de opdracht te geven om de toezichthoudende overheid op de hoogte te brengen van deze beslissing;
5. om het college te mandateren om de gemeente te vertegenwoordigen bij de ondertekening van het verkoopcontract.

### Amendement:

In artikel 2.2 van de overeenkomst is de datum van de overdracht “31 december 2018 om 23.59 uur” in plaats van “1 januari 2019 om 0.00 uur”.

Stemming over het amendement:

31 stemmers: 31 positieve stemmen

De raad keurt het bij amendement gewijzigde ontwerp van de beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

offre telenet.pdf, PV de constat huissier.pdf

---

## Contrats de quartiers durables - Duurzamewijkcontracten

22.10.2018/A/0005 **Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray - Microprojet « Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018 » : signature d'Accord avec la commune d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant le projet socioéconomique « appel à microprojets » repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.5) ;

Vu le règlement d'octroi de subsides à des microprojets dans le cadre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », adopté par le Conseil communal du 02/03/2015, et plus particulièrement son article 37 :

Article 37. Après approbation de la candidature, éventuellement assortie de conditions, le porteur de projet signe un Accord avec la commune d'Etterbeek.

Considérant que le Comité de Sélection « Microprojets » s'est réuni le 26 juin 2018 et a transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins ses recommandations en ce qui concerne la candidature de microprojet examinée ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05/07/2018 de sélectionner le microprojet suivant (voir documents ci-joints pour plus de détails) :

Nom du projet	Porteur du projet	Subside accordé (€)	Résultat de la sélection
Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018	Mr Bailly et Mme Dusausoy, historiens de l'art	2.500	Sélection avec conditions spécifiques
<b>TOTAL</b>		<b>2.500</b>	

Considérant que les crédits disponibles pour accorder ces subsides sont de maximum 80.000 euros entre 2015 et 2018, engagés sur l'article budgétaire 930205 « CQD - Appel à (micro-)projets » ;

## DECIDE

de passer un Accord avec le microprojet « Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018 ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Microproject « Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018 » : ondertekening van akkoord met de gemeente Etterbeek**

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 18/12/2014;

gelet op het socio-economische project “oproep tot microprojecten” dat opgenomen is in het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.5);

gelet op het reglement voor de toekenning van subsidies aan microprojecten in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, goedgekeurd door de gemeenteraad van 02/03/2015, en in het bijzonder artikel 37:

Artikel 37. Na goedkeuring van de kandidatuur, eventueel onder voorwaarden, ondertekent de projectdrager een overeenkomst met de gemeente Etterbeek.

overwegende dat het selectiecomité “Microprojecten” op 26 juni 2018 bijeengekomen is en zijn aanbevelingen in verband met de onderzochte kandidatuur voor microproject doorgegeven heeft aan het college van burgemeester en schepenen;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 05/07/2018 om de volgende microproject te selecteren (zie bijgevoegde documenten voor meer details):

<b>Naam van het project</b>	<b>Projectdrager</b>	<b>Toegekende subsidie (€)</b>	<b>Resultaat van de selectie</b>
Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018	Mr Bailly et Mme Dusausoy, historiens de l’art	2.500	Selectie met specifieke voorwaarden
<b>TOTAAL</b>		<b>2.500</b>	

overwegende dat de beschikbare kredieten om deze subsidies toe te kennen maximaal 80.000 euro bedragen tussen 2015 en 2018, op begrotingsartikel 930205 “DWC – Oproep tot (micro)projecten”;

## BESLIST

om een akkoord te sluiten met het microproject « Savoir-Fête au Parc Hap dans le cadre des Journées du Patrimoine 2018 ».

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*MP1 juin 2018 Bailly-Dusausoy Savoir-Fete Etterbeek JDP2018 candidature.docx,*

*Projet accord savoir fête.docx*

---

## Contentieux - Geschillen

### 22.10.2018/A/0006 **Immeuble sis avenue d'Auderghem, 233 à Etterbeek - Convention d'occupation précaire avec l'a.s.b.l. La Maison des Enfants – Avenant.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'à l'initiative et à charge de la Commune d'Etterbeek, l'immeuble avenue d'Auderghem, 233, a été destiné à y créer une Maison des Enfants, regroupant des associations s'occupant de la famille et de l'enfance et qui constituent l'A.S.B.L. du même nom, signataire de la présente convention ;

Considérant que, dans le cadre du projet de Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray, une rénovation complète de l'immeuble occupé par cette a.s.b.l. est prévue ; qu'en conséquence, une convention d'occupation précaire a été conclue avec l'occupant en 2015, en mai et en décembre 2017, les lieux devant finalement être libérés pour le 30.06.2018 au plus tard ;

Considérant cependant que le planning des travaux, revu, permettait finalement de prolonger cette occupation au-delà de cette date ; qu'il a donc été, en date du 25.06.2018, conclu avec l'a.s.b.l. Maison des Enfants une nouvelle convention d'occupation précaire ;

Considérant que l'a.s.b.l. Tour de Babel fait dorénavant partie de « La Maison des Enfants » ; qu'il convient dès lors de rédiger un avenant à la convention d'occupation précaire adoptée le 25.06.2018 ;

**Considérant que les travaux au 233 avenue d'Auderghem débuteront début d'année 2019; qu'il convient donc de prolonger une nouvelle fois la durée de la convention;**

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117 et 232 ;

DECIDE

d'adopter la convention d'occupation précaire ainsi modifiée, conclue avec l'a.s.b.l. La

Maison des Enfants, pour le bâtiment situé Avenue d'Auderghem, 233 à Etterbeek :

### **CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE :**

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek (gérance : Service des Travaux Publics - 4ème étage), propriétaire,

représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communal f.f.,

avenue d'Auderghem, 115 à 1040 Bruxelles,  
ci-après dénommée « la Commune »,

et

l'a.s.b.l. « Maison des Enfants d'Etterbeek », preneur,

qui regroupe les organismes suivants : LA BASE COOPERATION a.s.b.l. – HALTE ACCUEIL - LA LUDOTHEQUE D'ETTERBEEK a.s.b.l. – ESPACE-FAMILLE (Association de fait – La section Etterbeekoise de la Ligue des Familles) – Tour de Babel a.s.b.l. - représentés par le président de l'a.s.b.l. Maison des Enfants d'Etterbeek et les représentants des associations membres de ladite a.s.b.l.

ci-après dénommée « la Maison des Enfants »,

#### **ARTICLE 1 : Objet**

La Commune consent à la Maison des Enfants un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable portant sur l'immeuble sis avenue d'Auderghem 233, à Etterbeek.

#### **ARTICLE 2 : Durée**

La mise à disposition prend cours dès le lendemain de sa signature par toutes les parties (à l'exception de Tour de Babel a.s.b.l.), et sous réserve de son approbation par le Conseil communal, pour se terminer de plein droit le ~~31 décembre 2018~~ 8 février 2019, sans qu'une tacite reconduction ne puisse être invoquée. Tour de Babel a.s.b.l. sera liée par cette convention au lendemain du jour où elle et l'administration communale l'auront signée.

La Commune se réserve toutefois le droit de mettre un terme à la convention à tout moment, avant le ~~31 décembre 2018~~ 28 février 2019, par lettre recommandée à la Maison des Enfants stipulant un préavis de 15 jours, ce qui permettra aux occupants de prendre à temps toute disposition utile en vue de libérer les lieux et ce sans aucune indemnité pour quelque raison que ce soit.

La Maison des Enfants pourra mettre fin à la convention à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis de 15 jours. Chacune de ses composantes pourra se retirer de la convention dans les mêmes conditions.

La Maison des Enfants (y compris ses composantes) devra tolérer l'accès aux locaux qu'elle occupe à toutes personnes chargées par l'Administration communale de toutes études techniques ou autres, nécessaires à la réalisation du projet de réaffectation.



### **ARTICLE 3 : Destination des lieux loués**

L'occupation gratuite des locaux est consentie à la Maison des Enfants, et dès lors aux différentes associations en faisant partie, exclusivement pour l'exercice des activités sociales définies par leurs statuts respectifs. Tout but de lucre entraîne à l'égard de l'association concernée la déchéance du droit d'occupation gratuite concédé par la Commune.

La Maison des Enfants s'engage à jouir des lieux loués en bon père de famille.

Les occupants ne pourront déranger les voisins par diffusion de bruits anormaux occasionnant des troubles de voisinage et cela plus particulièrement entre 22 et 7 heures.

Les locaux faisant l'objet de la présente convention ne pourront être cédés ou sous-loués en tout ou en partie par la Maison des Enfants. L'a.s.b.l. pourra cependant autoriser, mais sous sa seule responsabilité, des occupations ponctuelles à court terme.

### **ARTICLE 4 : Modification des lieux**

Les lieux ne pourront être modifiés qu'avec l'accord de la Commune : sauf convention contraire, les modifications seront acquises à cette dernière sans indemnité.

A défaut d'accord, la Commune pourra les reprendre à son compte sans indemnisation ou exiger que les lieux soient remis dans leur état initial.

La commune se réserve le droit de réaliser dans l'immeuble et le jardin des interventions matérielles et immatérielles liées au Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray pendant l'occupation précaire, moyennant un préavis d'un mois et pour autant que ces interventions ne compromettent pas significativement cette occupation précaire. La sécurité des occupants sera bien entendu garantie.

### **ARTICLE 5 : Entretien du jardin.**

La Maison des Enfants entretiendra le jardin. Elle n'est autorisée à y réaliser des aménagements qu'avec l'accord exprès de la Commune.

### **ARTICLE 6 : Réparations et Entretien.**

La Maison des Enfants sera tenue d'entretenir les lieux loués en bon état de réparations de toutes espèces.

La Commune peut exiger de la Maison des Enfants, par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations qui lui incombent et de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

La Maison des Enfants devra permettre l'accès à la Commune ou à ses préposés ou à toute autre personne désignée par la Commune aux fins de procéder aux inspections et réparations rendues nécessaires, et de vérifier l'état des lieux général.

Lorsqu'une interruption des services du bâtiment est due à une cause échappant au contrôle de la Commune et pour autant que celle-ci ait fait preuve de soins raisonnables pour assurer le fonctionnement de ces services, ou leur remise en état, la Maison des Enfants ne pourra réclamer d'indemnité en raison des inconvénients qui en résulteraient pour elle.

**ARTICLE 7 :**

La Maison des Enfants signalera immédiatement à la Commune tout accident dont cette dernière pourrait être rendue responsable.

Elle en fera autant des dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Commune : à défaut de le faire, la Maison des Enfants engagera sa responsabilité.

La Maison des Enfants devra tolérer les travaux de grosses réparations mis à charge du propriétaire, même si ces derniers durent plus de quarante jours. Elle devra préserver les installations des effets du gel et veiller à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants. Elle n'utilisera pas les conduites comme prises de terre.

**ARTICLE 8 : Travaux**

La Maison des Enfants ne sera pas autorisée à faire des travaux dans l'immeuble sans autorisation expresse de la Commune.

**ARTICLE 9 : Restitution.**

A la fin de la convention, la Maison des Enfants doit rendre les lieux libres de tout mobilier ou objets entreposés. Elle doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge ou même défalqués d'office de la garantie.

**ARTICLE 10 : Charges**

La participation de la Maison des Enfants aux charges d'entretien et de maintenance (frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité, d'entretien des installations existantes et de leurs appareillages, assurance incendie et périls connexes y compris la responsabilité civile de l'emprunteur en la matière) est fixée forfaitairement comme suit :

- 3.546 € pour la Maison des Enfants, Ludothèque d'Etterbeek non comprise,
  - 544 € pour la Ludothèque d'Etterbeek,
- soit, au total, 4.090 €.

Le paiement de ces forfaits de charges se fera mensuellement par versement sur le compte 091-0001426-97 de la Commune, soit :

- pour la Maison des Enfants : 295 € par mois, et 301 € pour le dernier versement,
- pour la Ludothèque d'Etterbeek : 45 € par mois et 49 € pour le dernier versement.

**ARTICLE 11 : Garantie**

La Maison des Enfants a versé une garantie de 1.903,15 € entre les mains du Receveur Communal, productive d'intérêts, au profit de la Maison des Enfants, selon les taux d'intérêts des carnets de dépôt du Crédit Communal de Belgique.

La garantie et les intérêts seront débloqués et restitués en fin d'occupation des lieux après que bonne et entière exécution de toutes les obligations de la Maison des Enfants aura été constatée.

Toute somme due en cas de dégradations ou de défaillance à une des obligations stipulées par la convention pourra être déduite de plein droit par la Commune de la garantie constituée, après expertise contradictoire.

#### **ARTICLE 12 : Précompte immobilier.**

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur l'immeuble par l'Etat, la Province, la Commune ou tout autre organe administratif sont à charge du propriétaire.

#### **ARTICLE 13 : Utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes**

L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation de la convention.

#### **ARTICLE 14 : Assurances.**

Le propriétaire souscrira auprès de sa compagnie d'assurance une police d'assurance couvrant les risques incendie et périls connexes y compris la responsabilité civile de l'emprunteur. Les primes d'assurance sont en effet considérées comme partie des frais de gestion

Le preneur déclare renoncer, sans réserve, à tout recours contre le propriétaire du chef des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Enfin, la Maison des Enfants devra produire une copie du contrat d'assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir au personnel ou à toute personne amenée à fréquenter les lieux.

#### **ARTICLE 15 : Election de domicile**

La Maison des Enfants déclare élire domicile dans les lieux pendant toute la période d'occupation gratuite. Il en sera de même pour toutes les suites de la convention, même après qu'elle aura quitté les lieux si elle n'a pas notifié à la Commune l'existence d'un nouveau domicile en Belgique.

#### **ARTICLE 16 : Enregistrement**

L'enregistrement de la présente convention est obligatoire. La Commune se chargera de cet enregistrement.

Amendements :

1) Ajout d'un 5ème considérant : "Considérant que les travaux au 233 avenue d'Auderghem débuteront début d'année 2019; qu'il convient donc de prolonger une nouvelle fois la durée de la convention;"

Vote sur l'amendement :

31 votants : 31 votes positifs

2) Dans l'article 2 de la convention, la date du "31 décembre 2018" doit être remplacée par le "28 février 2019", 2 fois.

Vote sur l'amendement :

31 votants : 31 votes positifs

Le Conseil approuve le projet de délibération amendé.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Gebouw gelegen Oudergemlaan, 233 in Etterbeek - Tijdelijke  
bezettingsovereenkomst met de v.z.w. La Maison des Enfants - Aanhangsel.**

De gemeenteraad,

overwegende dat op initiatief en op kosten van de gemeente Etterbeek het gebouw gelegen Oudergemlaan 223 bestemd werd om er een “Maison des Enfants” op te richten, dat alle verenigingen groepeerd die zich met familie en kinderen bezighouden en die een vzw met dezelfde naam vormen, ondertekenaar van deze overeenkomst;

overwegende dat, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray, een volledige renovatie voorzien wordt van het gebouw waar deze vzw gevestigd is; dat bijgevolg een tijdelijke bezettingsovereenkomst gesloten werd met de bezetters in 2015, in mei en december 2017 waardoor de lokalen uiteindelijk ten laatste op 30.06.2018 vrijgemaakt moesten worden;

overwegende echter dat de planning van de werkzaamheden herzien werd waardoor het uiteindelijk mogelijk zou zijn om deze bezetting te verlengen na die datum; dat dus op 25.06.2018 een nieuwe tijdelijke bezettingsovereenkomst werd gesloten met de vzw Maison des Enfants;

overwegende dat de vzw Tour de Babel voortaan deel uitmaakt van het “Maison des Enfants”; dat het bijgevolg aangewezen is om een aanhangsel bij de tijdelijke bezettingsovereenkomst die gesloten werd op 25.06.2018 op te stellen;

**overwegende dat de werkzaamheden op de Oudergemlaan 233 begin 2019 van start gaan; dat het bijgevolg aangewezen is om de duur van de overeenkomst opnieuw te verlengen;**

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117 en 232;

BESLIST

de als volgt gewijzigde tijdelijke bezettingsovereenkomst gesloten met de vzw La Maison des Enfants voor het gebouw gelegen Oudergemlaan 233 in Etterbeek goed te keuren:

**TIJDELIJKE BEZETTINGSOVEREENKOMST**

Tussen de ondergetekenden:

**De gemeente Etterbeek** (zaakwaarneming: gemeentedienst Openbare werken – 4e verdieping), eigenaar,  
vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, wnd. gemeentesecretaris,  
Oudergemlaan 115 in 1040 Brussel,  
hierna “de gemeente” genoemd,

en

de vzw “Maison des Enfants d’Etterbeek”, nemer,  
die de volgende instellingen omvat: vzw LA BASE COOPERATION – HALTE ACCUEIL – vzw LA LUDOTHEQUE D’ETTERBEEK – ESPACE-FAMILLE (feitelijke vereniging – de Etterbeekse afdeling van “la Ligue des Familles”) – vzw Tour de Babel – vertegenwoordigd door de voorzitter van de vzw Maison des Enfants d’Etterbeek en de vertegenwoordigers van de verenigingen die lid zijn van de genoemde vzw hierna genoemd “la Maison des Enfants”

#### ARTIKEL 1: Voorwerp

De gemeente verleent la Masion des Enfants een tijdelijk en essentieel herroepelijk bezettingsrecht voor het gebouw gelegen Oudergemlaan 233 in Etterbeek.

#### ARTIKEL 2: Duur

De terbeschikkingstelling gaat in vanaf de dag na ondertekening door alle partijen (met uitzondering van de vzw Tour de Babel), en onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad, en zal van rechtswege eindigen op ~~31 december 2018~~ 28 februari 2019 zonder dat een stilzwijgende verlenging ingeroepen kan worden. De vzw Tour de Babel is gebonden aan deze overeenkomst vanaf de dag na ondertekening door zichzelf en door het gemeentebestuur.

De gemeente behoudt zich echter het recht voor om op elk moment een einde te maken aan deze overeenkomst voor ~~31 december 2018~~ 28 februari 2019 met een aangetekend schrijven aan la Maison des Enfants waarin een opzegperiode van vijftien dagen vastgelegd wordt, wat het de bezetters mogelijk maakt om tijdig de nodige maatregelen te nemen om de lokalen vrij te maken en dat zonder enige schadevergoeding voor welke reden dan ook.

La Maison des Enfants kan op elk moment een einde maken aan de overeenkomst met een aangetekend schrijven en op voorwaarde van een opzegperiode van vijftien dagen. Elk van de instellingen die er deel van uitmaken kan zich onder dezelfde voorwaarden terugtrekken uit de overeenkomst.

La Maison des Enfants (inclusief de instellingen die er deel van uitmaken) zal de toegang tot de lokalen die het bezet moeten toelaten aan alle personen die door het gemeentebestuur belast zijn met alle technische studies of andere die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het herbestemmingsproject.

#### ARTIKEL 3: Bestemming van de gehuurde lokalen

La Maison des Enfants krijgt de lokalen gratis ter beschikking en dus ook de verschillende verenigingen die er deel van uit maken en dat uitsluitend voor de uitvoering van de sociale activiteiten die in hun respectievelijke statuten opgenomen zijn. Elk winstoogmerk zal voor de betreffende vereniging het verval van het gratis bezettingsrecht toegekend door de gemeente tot gevolg hebben.

La Maison des Enfants verbindt zich ertoe de gehuurde lokalen als een goede huisvader te gebruiken.

De gebruikers mogen de burens niet storen door abnormaal lawaai te maken waardoor burenruzies zouden kunnen ontstaan en dat in het bijzonder tussen 22 uur en 7 uur.

De lokalen die het voorwerp uitmaken van deze overeenkomst mogen niet volledig of

gedeeltelijk overgedragen of onderverhuurd worden door la Maison des Enfants. De vzw mag echter, maar wel enkel op haar eigen verantwoordelijkheid, toelating geven voor eenmalig gebruik op korte termijn.

#### ARTIKEL 4: Wijzigingen aan de lokalen

De lokalen mogen enkel gewijzigd worden met toestemming van de gemeente: behoudens andersluidende overeenkomst verwerft deze laatste de wijzigingen zonder vergoeding.

Bij gebrek aan toestemming kan de gemeente deze overnemen zonder schadevergoeding of eisen dat de lokalen in hun oorspronkelijk staat worden hersteld.

De gemeente behoudt zich het recht voor om in het gebouw en in de tuin materiële en immateriële tussenkomsten te doen in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray tijdens de tijdelijke bezetting op voorwaarde van een voorafgaande kennisgeving van één maand en voor zover deze tussenkomsten de tijdelijke bezetting niet significant schaden. De veiligheid van de bezetters wordt natuurlijk gegarandeerd.

#### ARTIKEL 5: Onderhoud van de tuin

La Maison des Enfants zal de tuin onderhouden. Enkel met de uitdrukkelijke toestemming van de gemeente mag zij hier aanpassingen doen.

#### ARTIKEL 6: Herstellingen en onderhoud

La Maison des Enfants is verplicht om de gehuurde lokalen in alle opzichten in goede staat van onderhoud te houden.

De gemeente kan per aangetekend schrijven van la Maison des Enfants eisen dat ze alle herstellingswerken uitvoert die op haar rusten en deze te beëindigen binnen twee maanden na verzending van dit aangetekend schrijven.

La Maison des Enfants moet toegang tot de lokalen verlenen aan de gemeente, haar beampten of elke andere persoon die door de gemeente aangesteld wordt om de nodige inspecties en herstellingswerken uit te voeren en de algemene staat van de lokalen te controleren.

Als een onderbreking van de diensten in het gebouw te wijten is aan een reden die niet toerekenbaar is aan de gemeente en voor zover zij blijk geeft van redelijke zorgen om de werking van de diensten of het herstel ervan te garanderen, kan la Maison des Enfants geen schadevergoeding eisen voor de nadelen die er voor haar uit voortvloeien.

#### ARTIKEL 7:

La Maison des Enfants brengt de gemeente onmiddellijk op de hoogte van elk ongeval waarvoor die laatste aansprakelijk gesteld zou kunnen worden.

Zij zal hetzelfde doen in geval van schade aan de ruwbouw van het gebouw, waarvan de herstelling voor rekening van de gemeente is. Indien zij dit niet doet, zal la Maison des Enfants haar verantwoordelijkheid opnemen.

La Maison des Enfants moet grote herstellingswerken opgelegd door de eigenaar toelaten, zelfs als die meer dan veertig dagen duren. Zij moet de installaties beschermen

tegen de gevolgen van vorst en erop toezien dat het sanitair, de leidingen en de rioleringen niet verstopt raken door de bezetters. Zij zal de leidingen niet als aardcontact gebruiken.

#### ARTIKEL 8: Werken

La Maison des Enfants mag enkel met de uitdrukkelijke toestemming van de gemeente werken uitvoeren in het gebouw.

#### ARTIKEL 9: Terugbezorging

Aan het einde van de overeenkomst moet la Maison des Enfants de lokalen vrijmaken van alle meubilair of opgeslagen goederen. Bovendien moet zij de lokalen in nette staat achterlaten, zo niet dan worden de kosten voor verhuizing, schoonmaak of zelfs ontsmetting aan haar doorgerekend of afgetrokken van de waarborg.

#### ARTIKEL 10: Kosten

De bijdrage van la Maison des Enfants in de onderhoudskosten (kosten voor verbruik van water, gas, elektriciteit, voor onderhoud van de bestaande installaties en de apparatuur, voor brandverzekering en aanverwante gevaren met inbegrip van de burgerlijke aansprakelijkheid van de verzekeringnemer op dit gebied) wordt forfaitair vastgelegd als volgt:

- € 3.546 voor la Maison des Enfants, Ludothèque d'Etterbeek niet inbegrepen,

- € 544 voor la Ludothèque d'Etterbeek,

ofwel, in totaal, € 4090.

De betaling van deze forfaitaire kosten zal maandelijks per overschrijving gebeuren op rekeningnummer 091-0001426-97 van de gemeente, ofwel:

- voor la Maison des Enfants: € 295 per maand en € 301 bij de laatste storting,

- voor la Ludothèque d'Etterbeek: € 45 per maand en € 49 bij de laatste storting.

#### ARTIKEL 11: Waarborg

La Maison des Enfants heeft een waarborg van € 1.903,15 gestort in handen van de gemeenteontvanger, rentedragend ten gunste van la Maison des Enfants, naargelang de interestvoeten van de depositorekening van het Gemeentekrediet van België.

De waarborg en de interesten zullen aan het einde van de bezetting vrijgemaakt en terugbetaald worden nadat zal worden vastgesteld dat la Maison des Enfants al haar verplichtingen correct en volledig nagekomen is.

Elk verschuldigd bedrag in geval van schade of in gebreke blijven van een van de verplichtingen vastgelegd in de overeenkomst kan door de gemeente van rechtswege afgetrokken worden van de waarborg na contradictoir deskundigenonderzoek.

#### ARTIKEL 12: Onroerende voorheffing

Alle belastingen en taksen van enigerlei aard die ter beschikking zijn of die ter beschikking gesteld worden door de staat, de provincie, de gemeente of een andere instelling zijn ten laste van de eigenaar.

### ARTIKEL 13: Gebruik van propaan of butaan in flessen

Het gebruik van propaangas of butaangas in flessen is verboden op straffe van opzegging van de overeenkomst.

### ARTIKEL 14: Verzekeringen

De eigenaar zal bij zijn verzekeringsmaatschappij een verzekeringspolis aangaan die de risico's bij brand en aanverwante gevaren met inbegrip van de burgerlijke aansprakelijkheid van de verzekeringnemer dekt. De premies worden beschouwd als onderdeel van de beheerskosten.

La Maison des Enfants verklaart, zonder voorbehoud, af te zien van elk verhaal tegen de eigenaar op gezag van de artikels 1386 en 1721 van het Burgerlijk Wetboek.

Tot slot moet la Maison des Enfants een kopie bezorgen van het verzekeringscontract dat haar aansprakelijkheid dekt voor elk personenongeval dat haar personeel of elke andere persoon die de lokalen regelmatig bezoekt dekt.

### ARTIKEL 15: Domiciliekeuze

La Maison des Enfants verklaart zich in de lokalen te vestigen tijdens de hele gratis bezettingsperiode. Hetzelfde geldt voor allen die de overeenkomst ondertekenen, zelfs nadat ze de lokalen verlaten zal hebben als ze bij de gemeente geen nieuwe woonplaats in België aangegeven heeft.

### ARTIKEL 16: Registratie

De registratie van deze overeenkomst is verplicht. De gemeente neemt die registratie voor haar rekening.

Amendementen:

1) Toevoeging van een vijfde overweging: “overwegende dat de werkzaamheden op de Oudergemlaan 233 begin 2019 van start gaan; dat het bijgevolg aangewezen is om de duur van de overeenkomst opnieuw te verlengen;”

Stemming over het amendement:

31 stemmers: 31 positieve stemmen

2) In artikel 2 van de overeenkomst moet de datum “31 december 2018” vervangen worden door “28 februari 2019”, twee keer

Stemming over het amendement:

31 stemmers: 31 positieve stemmen

De raad keurt het bij amendement gewijzigde ontwerp van de beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Maison des Enfants - CC 22.10.2018 - Version avec modifications.docx*



## Mobilité - Mobiliteit

22.10.2018/A/0007 **Mobilité - Convention arceaux vélo - Subside régional**

Le Conseil Communal,

Considérant que la commune a fait une demande de subside de 16 997,11€ à Bruxelles Mobilité pour financer 80% des 150 arceaux vélo qui seront prochainement placés sur la commune pour l'année 2018 ;

Vu que l'obtention dudit subside nécessite l'approbation de la convention en pièce jointe ;

DECIDE :

d'approuver la convention.

### CONVENTION

Entre :

**La Région de Bruxelles-Capitale**, représentée par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur Pascal Smet,  
Dénommée ci-après « *La Région* »

Et :

**La commune d'Etterbeek**, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,  
Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Il est convenu ce qui suit:

#### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 16.997,11 € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ..... 2018.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'installation de stationnement vélo, ci-après les « Travaux ».

- la Région finance 80% des frais (matériel, transport, installation) relatifs à

l'installation de stationnement **non sécurisé** pour vélos, pour un montant maximum de 16.997,11 €.

- Le Bénéficiaire prend en charge le solde du coût des infrastructures, réalise leur installation et en garantit la gestion.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

### **Article 2 - Durée**

La convention porte sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 décembre 2019.

### **Article 3 -Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement**

La subvention sera liquidée en une tranche de 16.997,11 EUR sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée du décompte final des dépenses et recettes, appuyée de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues dans le budget prévisionnel et des recettes. Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense.

Seront également joints à la déclaration de créance, un rapport d'activités et un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet. Le dossier complet doit être introduit au plus tard le **31 mars 2020 selon les modalités reprises ci-dessous**. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

La **déclaration de créance** est à envoyer :

- soit sous format électronique PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels) (chaque e-mail ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF) ;
- soit sous format papier (exemplaire **original**) au Service public régional de Bruxelles, Direction Comptabilité, CCN, 8ème étage - local 8.119, rue du Progrès, 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles.

Les **documents suivants** sont à envoyer sous format papier au Service public régional de Bruxelles, Bruxelles Mobilité, Direction Appui Administratif, CCN, 5ème étage, rue du Progrès 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles et ceci, à l'attention du Directeur :

- budget prévisionnel ;
- copie de la déclaration de créance (pour chaque tranche de la subvention) ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire **original** (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense) ;
- fascicule relatif à la présentation des pièces justificatives ;

- rapport d'activités ;
- exemplaire de chaque support promotionnel (le cas échéant).

#### **Article 4 - Présentation des pièces justificatives**

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de

paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

#### **Article 5 - Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

**Art 92 :** Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

**Art 93 :** Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

**Art 94 :** Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

**Art 95 :** Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

#### **Article 6 - Paiements**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

#### **Article 7 - Responsabilité**

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

#### **Article 8 - Marchés publics**

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

#### **Article 9 - Imputation budgétaire**

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 19.002.28.01.6321 du budget 2018 de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### **Article 10 - Litiges**

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

#### **Article 11 - Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

## 1. POUR LA RÉGION

Service public régional de Bruxelles  
Bruxelles Mobilité - Direction Stratégie  
A l'attention de Monsieur Philippe BARETTE, Directeur CCN  
Rue du Progrès 80 – Boîte 1 1035 BRUXELLES

## 2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE

La commune d'Etterbeek  
Avenue d'Auderghem, 113-115  
1040 – BRUXELLES  
Personne de contact : [srenaud@etterbeek.irisnet.be](mailto:srenaud@etterbeek.irisnet.be)

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

### Mobiliteit - Overeenkomst fietsbogen – Gewestelijke subsidie

De Gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente een subsidieaanvraag van 16.997,11 euro heeft ingediend bij Brussel Mobiliteit om 80% van de 150 fietsbogen te financieren die binnenkort in de gemeente geïnstalleerd worden voor het jaar 2018;

overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst goedgekeurd moet worden om die subsidie te kunnen krijgen;

**BESLIST**

de bijgevoegde overeenkomst.

### **OVEREENKOMST**

Tussen :

**Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, vertegenwoordigd door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit en Openbare Werken, Pascal Smet,

Hierna « het Gewest » genoemd,

En

**de gemeente Etterbeek**, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

Wordt overeengekomen wat volgt :

### **Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst**

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de

Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 16.997,11 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van .....2018.

De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde voor de plaatsing van fietsparkeerplaatsen, hierna “de Werken” genoemd.

De uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn de volgende:

- Het Gewest financiert 80% van de kosten (materiaal, transport, installatie) voor de plaatsing van **niet-beveiligde** fietsparkeerplaatsen, voor een maximaal bedrag van € 16.997,11.
- De Begunstigde neemt het saldo van de kosten van de infrastructuur ten laste, realiseert de plaatsing en garandeert het beheer.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

### **Artikel 2 - Duur**

De overeenkomst dekt de periode van 1 september 2018 tot 31 december 2019.

### **Artikel 3 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling**

De subsidie wordt in één schijf uitbetaald van 16.997,11EUR op voorlegging van een schuldvordering samen met de eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven, gestaafd met alle verantwoordingsstukken van de in aanmerking komende, in de begrotingsraming opgenomen uitgaven en van de ontvangsten. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst.

Een activiteitenverslag, alsook desgevallend een exemplaar van elke vorm van promotiemateriaal, worden eveneens bij de schuldvordering gevoegd. Ten laatste op **31 maart 2020** moet het volledige dossier ingediend worden **volgens de hieronder opgegeven modaliteiten**. Indien het einddossier op een latere datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de subsidie; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De **schuldvordering** moet verzonden worden:

- ofwel in elektronisch PDF-formaat naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels) (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document);
- ofwel in papieren formaat (**origineel** exemplaar) naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Boekhouding, CCN, 8ste verdieping – bureau 8.119, Vooruitgangstraat 80 bus 1, te 1035 Brussel.

De **volgende documenten** moeten verzonden worden in papieren formaat naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Mobiliteit, Directie Administratieve

Ondersteuning, CCN, 5de verdieping, Vooruitgangstraat 80 bus 1, 1035 Brussel, en dit ter attentie van de directeur:

- begrotingsraming;
- kopie van de schuldvordering (voor elke schijf van de subsidie);
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;
- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
- verantwoordingsstukken in één **origineel** exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst);
- lijst betreffende de voorlegging van de bewijsstukken;
- activiteitenverslag;
- exemplaar van elke vorm van promotiemateriaal (in voorkomend geval).

#### **Artikel 4 - Indiening van de verantwoordingsstukken**

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

#### **Artikel 5 - De contrôle op de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

**Art 92 :** Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

**Art. 93 :** Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

**Art. 94 :** Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ; 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd

verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

**Art 95 :** Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

### **Artikel 6 - Betalingen**

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.

Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

### **Artikel 7 - Verantwoordelijkheid**

Als opdrachtgever blijft de Begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door



contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de Begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

#### **Artikel 8 - Overheidsopdrachten**

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

#### **Artikel 9 - Budgétaire aanrekening**

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 19.002.28.01.6321 van de begroting 2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **Artikel 10 - Geschillen**

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

#### **Artikel 11 - Bezorgen van de documenten**

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

##### **1. VOOR HET GEWEST**

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Brussel Mobiliteit - Directie Beleid  
Ter attentie van de heer Philippe BARETTE, Directeur CCN  
Vooruitgangstraat 80 – Bus 1  
1035 BRUSSEL

##### **2. VOOR DE BEGUNSTIGDE** Gemeente Etterbeek Oudergemselaan 113-115 1040 – BRUSSEL

Contactpersoon : [srenaud@etterbeek.irisnet.be](mailto:srenaud@etterbeek.irisnet.be)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

### **Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A**

22.10.2018/A/0008 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et

en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**Date : 20 septembre 2018.**

Objet : Matériel et fournitures de bureau - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 600,00 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 232.11 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

**Date : 27 septembre 2018.**

Objet : 209 Avenue de la Chasse – Réparation du marbre dans le hall d'entrée de l'appartement du 4<sup>ème</sup> étage gauche – Approbation des conditions, du mode de passation – des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 742,00 € - T.V.A. 6 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 et 27 septembre 2018 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag

exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen.

**Datum : 20 september 2018.**

Onderwerp: Materieel en kantoorbenodigheden - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 600,00 € - B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 232.11 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 27 september 2018.**

Onderwerp: 209 Jachtlaan – Marmerherstelling in de inganghal van het appartement op de vierde verdieping links - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 742,00 € - B.T.W. 6 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 en 27 september 2018 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.10.2018/A/0009 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au

§ 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**Date : 20 septembre 2018.**

Objet : Problème d'humidité – Travaux de façade rue de Theux 2, rue Louis Hap 46/48 et chaussée de Wavre 356/358 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.504,95 € (hors T.V.A.) – 6.895,25 € T.V.A. 6 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

**Date : 20 septembre 2018.**

Objet : Bâtiment sis chaussée de Wavre 335 – Isolation de la toiture par la Mission Locale d'Etterbeek – Lot 1 (matériaux d'isolation) – Lot 2 (matériaux divers) – Lot 3 (accessoires divers) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 9.802,61 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 septembre 2018 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en

Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen.

**Datum : 20 september 2018.**

Onderwerp: Vochtigheidsprobleem – Gevelwerken Theuxstraat 2 – Louis Hapstraat 46/48 en Waverssesteenweg 356/358 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 6.504,95 € (zonder B.T.W.) – 6.895,25 € B.T.W. 6 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 20 september 2018.**

Onderwerp: Gebouw gelegen Waverssesteenweg 335 – Isolatie van het dak door de Locale Missie Etterbeek – Deel 1 (isolatiematerialen) – Deel 2 (verschillende materialen) – Deel 3 (verschillende toebehoren) - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 9.802,61 € - B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 september 2018 betreffende de overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## **Guichet Unique du Logement - Woonloket**

22.10.2018/A/0010 **Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek (A.I.S.-Etterbeek) - Convention de collaboration avec la commune d'Etterbeek - Renouvellement.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 15 septembre 2008 décidant d'approuver la convention de collaboration entre l'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek et la

Commune d'Etterbeek ;

Vu l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Considérant qu'il convient de renouveler l'accord de collaboration approuvé le 15 septembre 2008 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

De renouveler aux mêmes termes la convention de collaboration avec l'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek (A.I.S.-Etterbeek) pour une période 5 ans prenant cours le 01/10/2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek – Samenwerkingsovereenkomst met de gemeente Etterbeek - Vernieuwing.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 september 2008 die besloot de samenwerkingsovereenkomst tussen het Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek en de Gemeente Etterbeek goed te keuren;

Gelet op artikel 3 van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2015 houdende de organisatie van de sociale woningbureaus;

Overwegende dat het geschikt is om de samenwerkingsovereenkomst goedgekeurd op 15 september 2008 te vernieuwen;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

De samenwerkingsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek te vernieuwen in dezelfde bewoordingen voor een periode van 5 jaar met begin op 01/10/2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*AIS+-+Accord+de+collaboration+avec+la+Commune.pdf*

## Développement durable - Duurzame Ontwikkeling

22.10.2018/A/0011 **Convention de partenariat dans le cadre du projet « Mon bébé au naturel »**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 8 juin 2017, le Collège a marqué son accord pour la mise en place d'un nouveau projet « bébé durable » visant à organiser des ateliers autour des thématiques 'zéro déchet' et 'alimentation durable' autour du bébé, s'inscrivant dans la prolongation des projets de sensibilisation à l'alimentation durable et « désencombrement & zéro déchet » mis en place ces dernières années ;

Considérant le souhait d'organiser des ateliers dans différents lieux de la commune en lien avec la petite enfance afin de faire découvrir ces espaces aux futurs et jeunes parents tout en créant du lien entre ceux-ci (Maison des enfants, ONE, TransiStore, bibliothèque Hergé, etc.) ;

Considérant que plusieurs ateliers seront notamment organisés à la maison de la natalité « Naissentiel » (Av. Ed. Lacomblé 10) en 2018 et 2019 qui met un local à notre disposition moyennement une convention d'occupation d'un montant de 10€/atelier à imputer sur l'article budgétaire du Développement durable 150/124/02-04 de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

D'approuver la convention de partenariat ci-après, avec la maison de la natalité Naissentiel où seront organisés plusieurs ateliers en 2018 et en 2019 dans le cadre du projet « Mon bébé au naturel »

### **Convention entre Naissentiel et un usager des locaux**

CONVENTION ENTRE LES SOUSSIGNES :

**NAISSENTIEL ASBL**, sise au 10 avenue Edouard Lacomblé à 1040 Bruxelles et représentée par le membre du conseil d'administration :  
.....

ET

**La Commune d'Etterbeek**, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire Communal, dénommée « la Commune » au sens de la présente convention (gérance : Service Développement durable), l'usager des locaux de l'asbl.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

#### 1. Horaires

Activité d'environ 3h en journée ou en soirée. Les dates sont fixées de commun accord entre les deux parties.

Tout changement doit impérativement passer par Nadia.

## 2. Tarifs

Tarif exceptionnel de 10 euros/dates (participation aux frais de ménage et charges).

## 3. Paiements

Les paiements sont dus le mois suivant le déroulement de l'atelier organisé en partenariat avec le service Développement durable de la commune d'Etterbeek.

Cette participation aux frais pour l'usage des locaux est payable avant le 31 du mois courant pour les activités récurrentes et après vérification de la disponibilité pour une activité ponctuelle dans ce cas le versement rend la réservation effective sur le compte de Naissentiel : BE35 0688 9082 9637 en indiquant en communication « Participation aux frais ». Cette convention fait office de document comptable. Il n'y aura pas de facture, ni de rappel.

La sanction en cas de non paiement à cette date est une majoration de : 5% à partir du 5 du mois 10% à partir du 10 20% à partir du 20 et ainsi de suite.

## 4. Résiliation de la convention

Pour l'usage régulier des locaux, la période d'essais est de 4 mois. Pendant cette période, la résiliation est possible du jour au lendemain tant pour l'usager que pour l'asbl. Cette convention est conclue pour une durée indéterminée. Après la période d'essai, les 2 parties peuvent y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de 2 mois, notifié par écrit (lettre ou mail). Toute diminution du temps de location se fait avec un préavis de 2 mois également.

Toute modification éventuelle des tarifs ou des conditions se fera par mail et impliquera une tacite reconduction de la convention, sauf en cas de désaccord de la part de l'usager (à notifier par mail), impliquant un arrêt de la convention endéans les 2 mois.

## 5. Engagements :

L'USAGER DES LOCAUX DE L'ASBL S'ENGAGE A

- o occuper les locaux en « bon père de famille », (éteindre les chauffages et lumières quand il quitte les lieux, fermer les portes, faire sa vaisselle,...)
- o respecter le matériel (en cas de détérioration ou de vol de matériel, s'engage à signaler, réparer et/ou défrayer)
- o respecter les autres usagers
- o ne pas déposer dans les locaux de cartes de visites, flyers, affichettes ou toutes autres publicités.

En cas de non respect de ces engagements de la part de l'usager, un avertissement sera envoyé par écrit (mail) de la part du CA. S'il n'y a pas de changement de la part de l'intervenant, le CA convoquera la personne pour en discuter. Si aucune solution n'est trouvée, le CA peut décider de mettre fin à la collaboration moyennant 2 mois de préavis.

L'ASBL NAISSENTIEL S'ENGAGE À :

- mettre à disposition de l'usager le local convenu ;
- assurer le chauffage et l'éclairage des locaux (ainsi que l'accès à l'eau) ;
- nettoyer les locaux une fois par semaine et les décorer ;
- fournir du matériel de fonctionnement quotidien (mouchoirs, papier toilettes,...).

LA PRÉSENTE CONVENTION PREND COURS À DATER DU



.....  
Les 2 parties s'engagent à en assurer l'entière exécution de bonne foi.

Fait à Bruxelles en 2 exemplaires signés par chacune des parties, chacune en recevant un exemplaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Partnerschapsovereenkomst in het kader van het project “Natuur voor mijn baby”**

De gemeenteraad,

overwegende dat het college er op 8 juni 2017 mee akkoord is gegaan om een nieuw project “duurzame baby” op touw te zetten met als doel om workshops te organiseren over de thema's “zero afval” en “duurzame voeding” bij baby's en dat dat project in het verlengde ligt van de bewustmakingsprojecten rond duurzame voeding en “opruimen en zero afval” die de afgelopen jaren op touw werden gezet;

gelet op de wens om workshops te organiseren op verschillende plaatsen in de gemeente die verband houden met kleine kinderen om toekomstige en jonge ouders kennis te laten maken met die plaatsen en een band tussen hen te scheppen (Maison des Enfants, ONE, TransiStore, Franstalige bibliotheek Hergé, enz.);

overwegende dat er verschillende workshops georganiseerd zullen worden in geboortehuis “Naissantiel” (Ed. Lacomblélaan 10) in 2018 en 2019 dat ons een lokaal ter beschikking stelt op voorwaarde van een gebruiksovereenkomst voor een bedrag van 10 euro/workshop dat ingeschreven moet worden op het begrotingsartikel van de dienst Duurzame Ontwikkeling 150/124/02-04 van het boekjaar 2018;

### **BESLIST**

de onderstaande partnerschapsovereenkomst met het geboortehuis Naissantiel waar in 2018 en 2019 verschillende workshops georganiseerd zullen worden in het kader van het project “Natuur voor mijn baby” goed te keuren.

### **Overeenkomst tussen Naissantiel en een gebruiker van de lokalen**

#### **OVEREENKOMST TUSSEN DE ONDERGETEKENDEN:**

**Naissantiel vzw**, gelegen Edouard Lacomblélaan 10 in 1040 Brussel en vertegenwoordigd door het lid van de raad van bestuur:

.....

EN

**de gemeente Etterbeek**, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, in onderhavige overeenkomst “de gemeente” genoemd (beheer: dienst Duurzame Ontwikkeling), de gebruiker van de

lokalen van de vzw.

## WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

### 1. Uurrooster

Activiteit van ongeveer 3 uur overdag of 's avonds. De datums worden in onderling overleg vastgelegd door beide partijen.

Elke wijziging moet voorgelegd worden aan Nadia.

### 2. Tarieven

Uitzonderlijk tarief van 10 euro/datum (bijdrage in de huishoudelijke kosten en lasten).

### 3. Betalingen

De betalingen zijn verschuldigd in de maand nadat de workshop heeft plaatsgevonden die werd georganiseerd in samenwerking met de dienst Duurzame Ontwikkeling van de gemeente Etterbeek.

Die bijdrage in de kosten voor het gebruik van de lokalen moet betaald worden voor de eenendertig van de lopende maand voor terugkerende activiteiten en na controle van de beschikbaarheid voor een eenmalige activiteit. In dat geval wordt de reservering definitief na storting op het rekeningnummer van Naissentiel (BE35 0688 9082 9637) met de volgende mededeling "Bijdrage in de kosten". Deze overeenkomst doet dienst als boekhoudkundig document. Er is geen factuur, noch een herinnering.

De strafmaatregel in geval van niet-betaling voor die datum is een vermeerdering met: 5% vanaf de vijfde van de maand, 10% vanaf de tiende van de maand, 20% vanaf de twintigste van de maand, enzovoort.

### 4. Ontbinding van de overeenkomst

Voor een regelmatig gebruik van de lokalen bedraagt de proefperiode vier maanden. Tijdens die periode is het mogelijk om de overeenkomst van de ene dag op de andere te ontbinden en dat zowel voor de gebruiker als voor de vzw. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van onbepaalde duur. Na de proefperiode kunnen de beide partijen op elk moment een einde maken aan de overeenkomst op voorwaarde van een opzegtermijn van twee maanden die schriftelijk wordt aangekondigd (per brief of via e-mail). Elke vermindering van de huurtijd gebeurt eveneens met een opzegtermijn van twee maanden.

Eventuele wijzigingen van de tarieven of van de voorwaarden worden gemeld via e-mail en impliceren een stilzwijgende verlenging van de overeenkomst behalve wanneer de gebruiker niet akkoord gaat (te melden via e-mail). Dat impliceert dat de overeenkomst binnen twee maanden wordt stopgezet.

### 5. Verbintenissen:

DE GEBRUIKER VAN DE LOKALEN VAN DE VZW VERBINDT ZICH ERTOE OM:

- de lokalen als een goede huisvader te gebruiken (de lichten doven en de verwarming uitzetten wanneer hij de lokalen verlaat, de deuren sluiten, de afwas doen...);
- het materiaal te respecteren (in geval van beschadiging of diefstal van materiaal zal hij dit melden en het materiaal herstellen en/of vergoeden);
- de andere gebruikers te respecteren;
- geen visitekaartjes, flyers, affiches of andere reclamemateriaal achter te laten in

de lokalen.

In geval van niet-naleving van die verbintenissen door de gebruiker wordt een schriftelijke waarschuwing (e-mail) verstuurd door de raad van bestuur. Als er geen verandering komt vanwege de andere partij, zal de raad van bestuur die persoon uitnodigen om daarover te praten. Als er geen oplossing gevonden wordt, kan de raad van bestuur beslissen om de samenwerking stop te zetten op voorwaarde van een opzegtermijn van twee maanden.

DE VZW VERBINDT ZICH ERTOE OM:

- het afgesproken lokaal ter beschikking te stellen van de gebruiker;
- de verwarming en de verlichting in de lokalen te voorzien (alook toegang tot water);
- de lokalen een keer per week schoon te maken en ze in te richten;
- materiaal voor de dagelijkse werking ter beschikking te stellen (zakdoeken, toiletpapier...).

ONDERHAVIGE OVEREENKOMST GAAT IN OP .....

Beide partijen verbinden zich ertoe om de overeenkomst te goeder trouw uit te voeren.

Opgemaakt in Brussel in twee exemplaren die ondertekend werden door alle partijen en waarvan elke partij een exemplaar ontvangt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## Achats - Aankopen

22.10.2018/A/0012 **Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics**  
**Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures

et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 144.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

**Date : 13 septembre 2018**

Objet : Cimetière communal – Acquisition de bancs en béton lissé

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 875/741-51 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 20 septembre 2018**

Objet : Prégardiennat « Les Dauphins » – Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 1.760,14 TVA comprise

Article budgétaire : 844/741-51 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 20 septembre 2018**

Objet : Prégardiennat « Le Chalet » – Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 4.200,00 TVA comprise

Article budgétaire : 844/741-51 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 20 septembre 2018**

Objet : Mobilité – Fourniture et installation d'arceaux vélo

Estimation de la dépense : € 21.246,39 TVA comprise

Article budgétaire : 410/721-60 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 4 octobre 2018**

Objet : Voirie – Signalisation – Fourniture et pose marquages thermoplastiques

Estimation de la dépense : € 4.999,82 TVA comprise

Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 11 octobre 2018**

Objet : Institut Ernest Richard (Buedts) – Remplacement zinguerie et corniche (local 37)

Estimation de la dépense : € 29.733,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2018

**Date : 11 octobre 2018**

Objet : Institut Ernest Richard (Buedts) – Acquisition de matériels divers (sections diverses)

Estimation de la dépense : € 18.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 144.000,00 BTW excl. Niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

**Datum : 13 september 2018**

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van banken in glad beton

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 875/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 20 september 2018**

Voorwerp : Kleuterschool « Les Dauphins » – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 1.760,14 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 20 september 2018**

Voorwerp : Kleuterschool « Le Chalet » – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 4.200,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 20 september 2018**

Voorwerp : Mobiliteit – Levering en plaatsen van fietsbeugels

Raming van de uitgave : € 21.246,39 BTW inclusief  
Begrotingsartikel : 410/721-60 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 4 oktober 2018**

Voorwerp : Wegenis – Signalisatie – Leveren en plaatsen van thermoplastische markeringen

Raming van de uitgave : € 4.999,82 BTW inclusief  
Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 11 oktober 2018**

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Buedts) – Vervanging zinkwerken en kornissen (lokaal 37)

Raming van de uitgave : € 29.733,00 BTW inclusief  
Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

**Datum : 11 oktober 2018**

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Buedts) – Aankoop van allerlei materiaal (verschillende secties)

Raming van de uitgave : € 18.000,00 BTW inclusief  
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.10.2018/A/0013 **Extension du système de vidéosurveillance – Désignation de la zone de police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la Commune d’Etterbeek – Exercice 2018**

Le Conseil Communal,

Considérant la volonté des autorités de la Zone de Police 5343 Montgomery de procéder par voie de marché public à l’extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery ;

Considérant que les Communes d’Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre sont concernées par ce marché ; que la Commune d’Etterbeek est particulièrement concernée par la fourniture, l’installation et la connexion de caméras de surveillance sur son territoire afin d’accroître la sécurité urbaine ;

Considérant qu’un montant de 100.000,00 € a été inscrit au budget extraordinaire de 2018 ;

Considérant, dès lors, que la part de la charge financière de la Commune d'Etterbeek s'élève à 100.000,00 € TVA comprise ;

Considérant qu'il est économiquement, administrativement et pratiquement plus intéressant de passer ce marché conjointement avec la Zone de Police 5343 Montgomery et de lui confier la maîtrise de l'ouvrage ;

Vu la loi du 15.06.2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et notamment l'article 38 qui précise qu'en cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents, les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

De désigner la Zone de Police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la Commune d'Etterbeek pour l'organisation, l'exécution, l'engagement et l'attribution dudit marché repris sous objet en application de l'article 38 de la loi du 15.06.2006.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Uitbreiding van het camerabewakingsysteem – Aanduiding van de politiezone 5343 Montgomery om in naam van de Gemeente Etterbeek op te treden – Dienstjaar 2018**

De gemeenteraad

Overwegende dat de autoriteiten van de Politiezone 5343 Montgomery het videobewakingsysteem in de Politiezone 5343 Montgomery wensen uit te breiden door middel van een overheidsopdracht;

Overwegende dat de Gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe betrokken zijn bij deze overheidsopdracht; dat het wat de Gemeente Etterbeek betreft vooral gaat om de levering, installatie en aansluiting van bewakingscamera's op haar grondgebied om de stadsveiligheid te verhogen;

Overwegende dat een bedrag van € 100.000,00 ingeschreven werd in de buitengewone begroting 2018;

Overwegende dat het aandeel van de gemeente Etterbeek in de financiële last € 100.000,00 inclusief btw bedraagt;

Overwegende dat het economisch, administratief en praktisch gezien interessanter is om deze overheidsopdracht te plaatsen samen met de Politiezone 5343 Montgomery en om haar te laten optreden als opdrachtgever;

Gelet op de wet van 15.06.2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde

opdrachten voor werken, leveringen en diensten, waaronder artikel 38, dat stelt dat in geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden, de betrokken personen de overheid of entiteit aanduiden die in hun naam zal optreden als aanbestedende overheid;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

De Politiezone 5343 Montgomery aan te duiden om namens de Gemeente Etterbeek in te staan voor de organisatie, de uitvoering, de aanneming en de toekenning van de bovengenoemde overheidsopdracht bij toepassing van artikel 38 van de wet van 15.06.2006.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## **Garage communal - Gemeentelijke garage**

22.10.2018/A/0014 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Buurtwerk Chambery le lundi 28 octobre 2018, le mercredi 31 octobre 2018 et le vendredi 2 novembre 2018 en vue de se rendre à Zutendaal.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY en vue de se rendre le lundi 29 octobre 2018, le mercredi 31 octobre 2018 et le vendredi 2 novembre 2018 en vue de se rendre à Zutendaal ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl «BUURTWERK CHAMBERY ».

**Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek



## **Et l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY**

Rue de Chambery 42  
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 70 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY et entre Etterbeek

Le lundi 29 octobre 2018, le mercredi 31 octobre 2018 et le vendredi 2 novembre 2018 en vue de se rendre à 3690 Zutendaal.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « BUURTWERK CHAMBERY ».

#### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

#### Article 3 – Obligation de l'asbl BUURTWERK CHAMBERY

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, muni de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY ou l'un de ses membres, ceux-ci prendront à leurs charges la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW Buurtwerk Chambery op maandag 28 oktober 2018, op woensdag 31 oktober 2018 en op vrijdag 2 november 2018 om naar Zutendaal te gaan.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW BUURTWERK CHAMBERY gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op maandag 29 oktober 2018, op woensdag 31 oktober 2018 orn op vrijdag 2 november naar Zutendaal te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

## BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW BUURTWERK CHAMBERY goed te keuren.

### **Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek**

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

### **en VZW BUURTWERK CHAMBERY**

Chamberystraat 42

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

### **wordt overeengekomen wat volgt:**

#### Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 70 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW BUURTWERK CHAMBERY, tussen Etterbeek en Zutendaal, gelegen Trichterweg 33 te 3690 Zutendaal op maandag 29 oktober 2018, op woensdag 31 oktober 2018 en vrijdag 2 november 2018 te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW BUURTWERK CHAMBERY.

#### Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW BUURTWERK CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichting van de VZW BUURTWERK CHAMBERY

De VZW BUURTWERK CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW BUURTWERK CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW BUURTWERK CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW BUURTWERK CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de BUURTWERK CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW BUURTWERK CHAMBERY of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*DEMANDE DE CHAMBERY TOUSSAINT 2018.pdf*

---

**A.T. - Environnement (permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (vergunningen en overlastbestrijding)**

22.10.2018/A/0015 **Accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection (Bruxelles Environnement & communes)**

Le Conseil Communal,

Vu le Code du 25 mars 1999 relatif à l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, qui définit les compétences des agents de Bruxelles Environnement et des communes en matière d'inspection environnementale ;

Considérant que Bruxelles Environnement (BE), afin de coordonner au mieux les inspections des exploitations en Région de Bruxelles-Capitale, propose aux communes un accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection ;

Considérant qu'en date du 28/11/2005 la Commune avait déjà signé un accord de coopération avec BE, et que le présent projet d'accord en est une version actualisée et simplifiée ; Que celle-ci vise principalement la simplification administrative et la dématérialisation, dans un souci d'efficacité accrue des actions d'inspection ;

Considérant que toute partie signataire de l'accord peut à tout moment se retirer de l'accord par lettre recommandée ;

DECIDE

d'approuver l'accord volontaire de coopération relative à la coordination en matière de mise en œuvre du code de l'inspection avec Bruxelles Environnement, rédigé comme suit:

**ACCORD VOLONTAIRE DE COOPERATION RELATIVE A LA COORDINATION EN MATIERE DE MISE EN ŒUVRE DU CODE DE L'INSPECTION**

Le présent accord vise à renforcer la coordination des missions fixées par le Code de l'inspection entre Bruxelles Environnement et les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, signataires du présent accord, notamment sur les 3 axes suivants :

**1. Le partage d'informations**

Dans un souci d'efficacité, de simplification administrative et dématérialisation, les informations nécessaires à la réalisation des missions fixées par le code de l'inspection (plaintes, accusé de réception, information sur état d'avancement du dossier, communication de pièces du dossier (rapport, courrier, ...) , ...) seront communiquées au moyen de courriers électroniques.

Bruxelles-Environnement et les communes signataires s'échangeront des adresses emails, si possible génériques, où les courriers électroniques pourront être quotidiennement relevés et dirigés vers la personne concernée par l'objet du courrier.

Dans le respect de la législation relative à la protection de la vie privée, Bruxelles Environnement et les communes signataires relèvent la nécessité de disposer d'une application informatique permettant d'identifier les contrôles, les inspections en cours ou déjà réalisés par l'une des parties signataires du présent accord.

Bruxelles Environnement et les communes signataires veilleront à soutenir tout projet de développement d'une telle application informatique.

## 2. Le partage de savoir, de savoir-faire et d'expériences

Au minimum deux fois par an, une réunion plénière entre Bruxelles Environnement et les communes signataires sera organisée dans les locaux de Bruxelles Environnement afin d'y :

- partager leurs connaissances, leurs expériences;
- échanger leurs savoir-faire;
- améliorer la coordination des missions fixées par le code de l'inspection;
- organiser d'éventuelles actions conjointes de contrôles;
- formuler des propositions communes d'amélioration de la législation;
- actualiser, améliorer certaines dispositions du présent accord.

## 3. Les sanctions administratives.

Afin d'assurer le meilleur suivi possible des procès-verbaux rédigés par les communes en matière d'amendes administratives alternatives, Bruxelles-environnement :

- s'informer auprès des communes de la situation infractionnelle au moment où la procédure "amende administrative alternative" est activée;
- communiquera aux communes l'éventuelle date à laquelle le contrevenant a demandé à présenter oralement ses moyens de défense;
- Informera les communes de la décision "amende administrative alternative" ainsi que des éventuels recours et de leur résultat.

De manière réciproque, les communes signataires :

- répondront avec diligence aux demandes d'informations sur la situation existante;
- informeront Bruxelles Environnement si elles souhaitent être présentes lors de l'éventuelle présentation orale des moyens de défense du contrevenant;

Lors de cette présentation, les droits de la défense seront respectés.

## 4. Modalités de retrait de l'accord de coopération

Toute commune, signataire du présent accord, souhaitant s'en retirer, notifie sa

décision, par lettre recommandée, à Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Vrijwillige samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging van het inspectiewetboek (Leefmilieu Brussel en gemeenten)**

De Gemeenteraad,

Gelet op het wetboek van 25 maart 1999 betreffende de inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, die de bevoegdheden van de ambtenaren van Leefmilieu Brussel en van de gemeenten inzake milieu-inspectie bepaalt ;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel met het doel om de inspecties van de uitbatingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zo goed mogelijk te coördineren de gemeenten een vrijwillig samenwerkingsakkoord voorstelt betreffende de coördinatie van de uitvoering van het wetboek van inspectie;

Overwegende dat de gemeente op 28/11/2005 al een samenwerkingsakkoord had ondertekend met Leefmilieu Brussel en dat onderhavig ontwerpakkoord daar een geactualiseerde en vereenvoudigde versie van is; dat die versie hoofdzakelijk administratieve vereenvoudiging en dematerialisatie tot doel heeft met het oog op een grotere doeltreffendheid van de inspectieactiviteiten;

Overwegende dat alle partijen die het akkoord ondertekenen zich op elk moment uit het akkoord kunnen terugtrekken met een aangetekend schrijven;

**BESLIST**

om het vrijwillige samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie van de uitvoering van het wetboek van inspectie met Brussel Leefmilieu, dat als volgt is opgesteld, goed te keuren.

#### **VRIJWILLIGE SAMENWERKINGSOVEREENKOMST OVER DE COÖRDINATIE INZAKE DE UITVOERING VAN HET INSPECTIEWETBOEK**

Deze overeenkomst wil de coördinatie van de opdrachten die zijn vastgelegd door het Inspectiewetboek tussen Leefmilieu Brussel en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die deze overeenkomst ondertekend hebben versterken, in het bijzonder voor wat betreft de volgende 3 pijlers:

##### **1. Het delen van informatie**

Omwille van de doeltreffendheid, de administratieve vereenvoudiging en de dematerialisering zal de informatie die nodig is voor de uitvoering van de opdrachten die zijn vastgelegd door het inspectiewetboek (klachten, ontvangstbewijs, informatie over de voortgang van het dossier, communicatie van stukken van het dossier (verslag, brief,...) via e-mail worden meegedeeld.

Leefmilieu Brussel en de gemeenten die de overeenkomst hebben ondertekend zullen, indien mogelijk generieke, mailadressen uitwisselen, waar de e-mails dagelijks naartoe kunnen worden gestuurd en aan de persoon die bij het onderwerp van de mail is betrokken worden bezorgd.

Met inachtneming van de wetgeving over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wijzen Leefmilieu Brussel en de gemeenten die de overeenkomst hebben ondertekend op de noodzaak te beschikken over een informaticatoepassing die het mogelijk maakt de lopende of reeds uitgevoerde controles en inspecties door een van de partijen die deze overeenkomst heeft ondertekend te identificeren.

Leefmilieu Brussel en de gemeenten die deze overeenkomst ondertekend hebben, moeten ervoor zorgen elk project voor de ontwikkeling van een dergelijke informaticatoepassing te ondersteunen.

## 2. Het delen van kennis, knowhow en ervaringen

Minstens tweemaal per jaar zal in de lokalen van Leefmilieu Brussel een plenaire vergadering worden georganiseerd tussen Leefmilieu Brussel en de gemeenten die deze overeenkomst hebben ondertekend om:

- hun kennis en ervaringen te delen;
- hun knowhow uit te wisselen;
- de coördinatie van de opdrachten die zijn vastgelegd door het inspectiewetboek te verbeteren;
- eventueel gezamenlijke controleacties te organiseren;
- gemeenschappelijke voorstellen ter verbetering van de wetgeving te formuleren;
- sommige bepalingen van deze overeenkomst te actualiseren, verbeteren.

## 3. De administratieve sancties

Om de best mogelijke follow-up van de processen-verbaal die zijn opgesteld door de gemeenten inzake alternatieve administratieve geldboetes te verzekeren zal Leefmilieu Brussel:

- inlichtingen inwinnen bij de gemeenten over de situatie van de inbreuk op het moment dat de procedure “alternatieve administratieve geldboete” wordt geactiveerd;
- de gemeenten de eventuele datum meedelen waarop de overtreder heeft gevraagd zich mondeling te verdedigen;
- de gemeenten op de hoogte brengen van de beslissing over de “alternatieve administratieve geldboete” en een eventueel beroep tegen deze beslissing en het resultaat hiervan.

Omgekeerd zullen de gemeenten die de overeenkomst hebben ondertekend:

- zo snel mogelijk antwoorden op de vragen om informatie over de bestaande situatie;
- Leefmilieu Brussel vragen of het wil aanwezig zijn op een eventuele



mondelinge verdediging van de overtreder.

Tijdens deze voorstelling zullen de rechten van de verdediging worden nageleefd.

**4. Uitvoeringsbepalingen voor de opzegging van de samenwerkingsovereenkomst**

Elke gemeente die deze overeenkomst heeft ondertekend en die zich wil terugtrekken uit deze overeenkomst maakt haar beslissing via aangetekend schrijven bekend aan Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Accord IBGE - CC 2005.pdf*

---

## **Finances - Financiën**

### **22.10.2018/A/0016 Budget 2018 – Modification n°6 - services ordinaire et extraordinaire**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

*Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

---

### **Begroting 2018 – Wijziging nr 6 - Gewone en buitengewone diensten**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

*MB06\_2018\_Nl.pdf, MB06\_2018\_Fr.pdf*

---

### **22.10.2018/A/0017 CPAS – Budget 2018 – Modification n° 3**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 18 septembre juin 2018, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2018 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 2 – de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

Attendu que cette modification budgétaire peut se résumer comme suit :

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	46.862.812,47	46.862.812,47	
Augmentation	85.208,00	6.413,00	78.79
Diminution	78.795,00		- 78.79
<b>Résultat</b>	<b>46.869.225,47</b>	<b>46.869.225,47</b>	

Soit avec une différence de :

NEANT

Attendu que cette modification budgétaire se clôture en équilibre sans que l'intervention communale change;

APPROUVE

La modification n°3 du budget pour 2018 du Centre Public d'Aide Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

*Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

---

### OCMW – Begroting 2018 – Wijziging nr 3

De gemeenteraad,

overwegende dat in zijn zitting van 18 september 2018, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zijn begroting over 2018 gewijzigd heeft in overeenstemming met de bepalingen van artikel 88 – paragraaf 2 – van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de vorenvernoemde begrotingswijziging als volgt kan worden samengevat:

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Oorspronkelijke begroting	46.862.812,47	46.862.812,47	
Verhoging	85.208,00	6.413,00	78.795,00
Vermindering	78.795,00		- 78.795,00
<b>Resultaat</b>	<b>46.869.225,47</b>	<b>46.869.225,47</b>	

hetzij met een verschil van:

NIHIL

overwegende dat de begrotingswijziging in evenwicht eindigt en dat de gewone gemeentelijke toelage niet veranderd ;

KEURT GOED

de begrotingswijziging nr3 van 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

*MB III-2018.xlsx.pdf, Note explicative - Fr - MB III-2018.pdf*

---

## 22.10.2018/A/0018 CPAS – Compte 2017

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 18 septembre 2018, le Conseil de l'aide sociale a arrêté provisoirement les comptes de 2017 suivant les directives des articles 89 et 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ;

	<b>Exploitation</b>	<b>Investissement</b>	<b>Total</b>
Droits constatés (irrécouvrables déduits)	48.246.173,44	688.089,11	48.934.262,55
Engagements (engagements abandonnés déduits)	44.946.050,93	1.244.937,58	46.190.988,51
<b>Résultat comptable</b>	<b>3.300.122,51</b>	<b>- 556.848,47</b>	<b>2.743.474,04</b>
Encaissements	41.589.053,16	685.448,71	42.274.501,87
Paiements	44.070.649,33	888.754,72	44.919.384,05
<b>Résultat de trésorerie</b>	<b>2.441.596,17</b>	<b>203.286,01</b>	<b>2.644.882,18</b>

Attendu que le résultat comptable doit être rectifié avec la variation de la provision pour les créances douteuses ;

Attendu que le résultat corrigé s'élève à € 2.976.874,19 (2.743.274,04 - 233.600,15) et que la commune peut diminuer son intervention 2018 du même montant à l'article 831/435-01/ -01;

Attendu que l'intervention communale pour l'exercice 2018 s'élèvera dès lors à €

11.456.408,35 au lieu de € 14.433.282,54;

Attendu que les montants doivent être inscrits à notre budget avant le 31 décembre 2018, que cette décision vaut modification budgétaire;

#### APPROUVE

- le compte de l'exercice 2017 du Centre public d'aide sociale d'Etterbeek;
- le montant de son intervention 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

*Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

---

#### OCMW – Rekening 2017

De gemeenteraad,

overwegende dat in zitting van 18 september 2018, de Raad voor maatschappelijk welzijn de rekeningen over het dienstjaar 2016 voorlopig heeft vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 en 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijke welzijn;

	<b>Exploitation</b>	<b>Investeringen</b>	
Vastgestelde rechten (oninvorderbare afgetrokken)	48.246.173,44	688.089,11	‘
Aanwendungen (afgestane aanwendungen afgetrokken)	44.946.050,93	1.244.937,58	‘
<b>Boekhoudkundig</b>	<b>3.300.122,51</b>	<b>- 556.848,47</b>	
Inningen	41.589.053,16	685.448,71	‘
Betalingen	44.070.649,33	888.754,72	‘
<b>Thesaurieresultaat</b>	<b>2.441.596,17</b>	<b>203.286,01</b>	

overwegende dat het boekhoudkundig resultaat verbeterd moet worden met de wijziging in het reservefonds voor onzekere vorderingen ;

overwegende dat het verbeterd resultaat vastgesteld wordt op € 2.976.874,19 (2.743.274,04 - 233.600,15) en dat de gemeente haar tussenkomst voor 2018 hetzelfde bedrag mag verminderen op artikel 831/435-01 / 01 ;

overwegende dat bijgevolg de gemeentelijke tussenkomst voor 2018 € 11.456.408,35 zal bedragen in plaats van € 14.433.282,54;

overwegende dat deze bedragen in onze begroting moeten worden ingeschreven voor

31 december 2017 en dat deze beslissing als begrotingswijziging telt;

## KEURT GOED

- de algemene rekening over het dienstjaar 2017 van het Openbare centrum voor maatschappelijk welzijn van Etterbeek;
- het bedrag van haar tussenkomst 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.*

---

## Histoire et Patrimoine d'Etterbeek - Geschiedenis en Historisch Erfgoed van Etterbeek

### 22.10.2018/A/0019 **Mise à l'honneur du comte de Hornes: Philippe de Montmorency**

Le Conseil communal,

Considérant que le service Histoire souhaite mettre en avant le patrimoine communal;

Considérant que nous avons été interpellé par un citoyen sur l'histoire de la rue du Cornet ou Hoornstraat,

Considérant que le nom de la rue tiendrait son nom de l'un des deux comtes exécutés sur la Grand Place de Bruxelles voilà 450 ans, qui aurait eu une villégiature dans les parages, alors vallée du Maelbeek, lieu prisé de la noblesse des Pays-Bas.;

Considérant que nous souhaitons mettre à l'honneur le comte de Horne, avec la pose d'une plaque ou stèle commémorative;

Considérant qu'il faudra vérifier dans les archives communales, le nom précédent de la rue du Cornet, définir un emplacement dans la rue pour la plaque/stèle, faire un rappel historique;

Considérant que nous pourrions organiser une conférence, sur un contexte plus large que le comte de Hornes;

Considérant que nous pourrions compter sur la participation:

- du cercle d'histoire de la commune,
- de Maxime de Kerchove (le citoyen qui a pris contact avec nous)
- de Roel Jacobs (historien bruxellois ayant aussi des contacts avec les Pays-Bas)

Considérant que le budget alloué pour ce nouveau projet sera imputé à l'article budgétaire Histoire 778/124-02;

DECIDE

D'autoriser un travail de recherche sur la rue du Cornet avec les différents partenaires possibles.

De mettre à disposition une salle communale afin de faciliter les réunions du groupe de travail.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **Mise à l'honneur du comte de Hornes: Philippe de Montmorency**

de gemeenteraad,

overwegende dat de dienst Geschiedenis het gemeentelijke erfgoed in de kijker wil zetten;

overwegende dat wij geïnterpelleerd werden door een burger over de geschiedenis van de Hoornstraat of rue du Cornet;

overwegende dat de straat haar naam te danken zou hebben aan een van de twee graven die terechtgesteld werden op de Grote Markt van Brussel 450 jaar geleden en die een vakantieoord zou hebben gehad in de streek, toen vallei van de Maalbeek, een plek die erg op prijs gesteld werd door de adel van Nederland;

overwegende dat wij de graaf van Horne willen huldigen met de plaatsing van een herdenkingsplaat of een gedenksteen;

overwegende dat in de gemeentearchieven nagekeken moet worden wat de vorige naam van de Hoornstraat was, dat er een plek in de straat gevonden moet worden voor de plaat/steen, dat er een korte historiek gemaakt moet worden;

overwegende dat wij een lezing zouden kunnen organiseren over een bredere context dan de graaf van Hornes;

overwegende dat wij zouden kunnen rekenen op de medewerking van:

- de geschiedkundige kring van de gemeente,
- Maxime de Kerchove (de burger die ons heeft gecontacteerd),
- Roel Jacobs (Brusselse historicus die ook contacten heeft in Nederland);

overwegende dat het budget voor dit nieuwe project ondergebracht zou worden onder begrotingsartikel "Geschiedenis 788/124-02";

BESLIST

toestemming te geven voor opzoekingswerk over de Hoornstraat met de verschillende

mogelijke partners;  
een gemeentesaal ter beschikking te stellen voor de bijeenkomsten van de werkgroep.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Imad Benarafa quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **A.T. - Patrimoine architectural - R.O. - Architectonisch erfgoed**

22.10.2018/A/0020 **Règlement communal relatif à l'octroi de subside à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » -  
rue des Francs 5.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la modification au 18 septembre 2017 du règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier l'article 6 alinéa 3 ;

Considérant que les subsides de moins de 5000 euros sont accordés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur base d'un règlement voté par le Conseil communal ;

Considérant la décision de principe prise par le Conseil communal depuis 2004 d'octroyer un subside communal à l'a.s.b.l. Maison Cauchie en vue de la soutenir et de l'encourager dans la réalisation d'actions culturelles telles que : exposition, édition d'ouvrage, amélioration de l'accueil des visiteurs,... ;

Vu le crédit de 2.500,00 euros inscrit annuellement à l'article budgétaire 773/332-02 et relatif au subside alloué à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

DECIDE

d'adopter le présent règlement relatif à l'octroi d'un subside annuel à l'a.s.b.l. « maison Cauchie ».

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'OCTROI DE SUBSIDE à l'a.s.b.l.  
« Maison Cauchie»

### **Article 1 :**

Ce subside est accordé dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget communal.

### **Article 2 :**

Ce subside est accordé à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » pour la soutenir et l'encourager dans la réalisation d'actions culturelles réalisées en vue de promouvoir la « Maison Cauchie » et ses activités telles que : exposition, édition d'ouvrage, amélioration de

l'accueil des visiteurs,...

**Article 3 :**

Le montant annuel du subside est voté chaque année par le Conseil communal.

**Article 4 :**

La demande de subside doit être adressée par lettre recommandée au Collège des Bourgmestre et Echevins ou déposée contre accusé de réception au service Aménagement du Territoire.

Elle est accompagnée des comptes de l'année précédant la demande de subside et du budget de l'année en cours ainsi que d'un justificatif expliquant l'utilisation du subside.

**Article 5 :**

Le subside est accordé par le Collège des Bourgmestre et Echevins et liquidé par le Receveur communal sur le compte désigné à cet effet par le demandeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Gemeentereglement betreffende de toekenning van subsidies voor de v.z.w « Maison Cauchie » - Frankenstraat 5.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wijziging op 18 september 2017 van het reglement betreffende de controle op de toekenning van subsidies en in het bijzonder zijn artikel 6 alinea 3 ;

Overwegende dat de subsidies van minder dan 5.000 euro door het College van Burgemeester en Schepenen toegekend worden op basis van een goedgekeurd reglement van de Gemeenteraad;

Overwegende het principebesluit dat de Gemeenteraad sinds 2004 genomen heeft om een gemeentelijke subsidie aan de v.z.w. « Maison Cauchie » toe te kennen om haar te steunen en aan te moedigen bij de realisatie van culturele activiteiten zoals: tentoonstelling, publicatie van boeken, verbeteren van de ontvangst van bezoekers,...;

Gelet op het krediet van 2.500,00 euro jaarlijks ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02 en betreffende de subsidie toegewezen aan de v.z.w. « Maison Cauchie » ;

**BESLIST**

dit huidige reglement betreffende de toekenning van een jaarlijkse subsidie aan de v.z.w. « Maison Cauchie » goed te keuren.

**GEMEENTEREGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN SUBSIDIES VOOR de v.z.w. « Maison Cauchie »**

**Artikel 1 :**

Deze subsidie wordt toegekend binnen de grenzen van de kredieten die hiervoor in de



gemeentebegroting zijn opgenomen.

**Artikel 2 :**

Deze gemeentelijke subsidie wordt toegekend aan de v.z.w. « Maison Cauchie » om haar te steunen en aan te moedigen bij de realisatie van culturele activiteiten die worden ondernomen om de v.z.w. « Maison Cauchie » en haar activiteiten zoals: tentoonstelling, publicatie van boeken, verbeteren van de ontvangst van bezoekers,... te promoten.

**Artikel 3 :**

Het jaarlijks bedrag van de subsidie is jaarlijkse goedgekeurd door de Gemeenteraad.

**Artikel 4 :**

De subsidieaanvraag moet aan het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekende brief worden verzonden of worden afgegeven tegen ontvangstbewijs bij de dienst Ruimtelijke Ordening.

De rekeningen van het jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag en de begroting van het lopende jaar evenals een motivering om het gebruik van de subsidie toe te lichten moeten bij de aanvraag gevoegd worden.

**Artikel 5 :**

De subsidie is door het College van Burgemeester en Schepenen toegekend en door de Gemeenteontvanger vereffend op een daartoe door de aanvrager aangewezen rekening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
courrier de demande 2016-2017.pdf*

*Françoise Bertieaux quitte la séance / verlaat de zitting.  
Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **Bibliothèques francophones - Franstalige Bibliotheken**

22.10.2018/A/0021 **Bibliothèque communale "Hergé" - Comptes 2017 et budget 2018 - Prise d'acte.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 7.437,-€ a été proposé en faveur de la bibliothèque communale « Hergé » au budget ordinaire de 2018 de la commune d'Etterbeek (art. 767/332-02/10) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des organismes subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Fédération Bruxelles-Wallonie –

Culture et que selon les termes du nouveau Décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2017 et le budget 2018 arrêtés par l'Assemblée générale de la bibliothèque communale « Hergé » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2017 et DU budget 2018 de la bibliothèque communale « Hergé » tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Gemeentelijke bibliotheek "Hergé" - Rekeningen 2017 en begroting 2018 - Akteneming.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 7.437,-€ ten gunste van de Gemeentebibliotheek « Hergé » op artikel 767/332-02/10 van de gewone begroting van 2018 van de Gemeente Etterbeek werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van organismes gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Federatie Brussel-Wallonië – Cultuur gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de begroting zullen vastgelegd worden op 31 december van elk jaar ;

Gelet op de rekeningen van 2017 en de begroting van 2018 vastgelegd door de algemene bijeenkomst van de Gemeentebibliotheek “Hergé” ;

Gelet op artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

Van de rekeningen 2017 en de begroting 2018 van de Gemeentebibliotheek “Hergé”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
subsides bibliothèque Hergé 2018.pdf*

*Rachid Madrane entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

### 22.10.2018/A/0022 Attribution du budget communal d'aide d'urgence 2018 au Consortium belge pour les situations d'urgence via son opération « Indonésie 1212 »

Le Conseil communal,

Considérant que les autorités locales peuvent apporter une petite contribution financière complémentaire à l'aide d'urgence dans les pays en voie de développement, compétence essentiellement fédérale et subsidiairement régionale ;

Considérant qu'une somme de 2000 € est prévue au budget ordinaire 2018 sous l'article budgétaire 140/332-02 'Calamités – aide financière';

Considérant que le soutien envisagé répond à la définition de « l'aide d'urgence », comme décrite dans la procédure d'attribution du budget de l'aide d'urgence approuvée par le collège du bourgmestre et échevins dans sa séance du 2 février 2006 ;

Considérant que le vendredi 28 septembre un tremblement de terre suivi d'un tsunami a ravagé le nord des Célèbes (Sulawesi) en Indonésie et que, selon les chiffres officiels, plus de 1,5 millions de personnes sont affectées par la catastrophe dont de nombreux blessés ;

Considérant qu'en août, le pays a déjà payé un lourd tribut suite à un tremblement de terre qui a dévasté l'île de Lombok, ainsi que le gouvernement indonésien fait maintenant appel à l'aide internationale pour faire face à l'urgence. ;

Considérant que le consortium est une plateforme qui regroupe les 7 grandes ONG belges actives dans l'aide humanitaire d'urgence : Caritas International, la Croix-Rouge, Handicap International, Médecins du Monde, Oxfam-Solidarité, Plan International Belgique et Unicef Belgique.

Considérant qu'en situation de catastrophe ou de crise humanitaire le consortium organise une récolte de fonds qui permet à ses ONG membres de maximiser l'aide apportée aux populations dans les zones sinistrées.

Considérant que les ONG membres du Consortium viendront en aide aux victimes et leur fourniront entre autres des soins médicaux et psycho-sociaux, sanitaires, nourriture, eau potable, et protection pour les groupes vulnérables tels que les enfants.

DECIDE

de verser la somme de 2000 €, prévue dans le budget ordinaire 2018 sous l'article budgétaire 140/332-02 'Calamités – aide financière', au compte n° 000-0000012-12 du Consortium belge pour les situations d'urgence dans le cadre de son opération « Indonésie 1212»

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Toekenning van het budget noodhulp 2018 aan het Belgisch Consortium voor noodhulpsituaties via de actie “Indonesië 12-12”**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat lokale overheden aanvullend een beperkte financiële bijdrage kunnen leveren voor noodhulp in ontwikkelingslanden, een hoofdzakelijk federale bevoegdheid, en subsidiair een gewestbevoegdheid;

Overwegende dat op de begrotingspost 140/332-02/02 ‘Rampen – financiële hulp’ in de gewone begroting 2013 een bedrag van 1320€ is voorzien;

Overwegende dat de voorziene hulp beantwoordt aan de definitie van “noodhulp”, zoals omschreven in de toekenningprocedure van het budget noodhulp goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen in de zitting van 2 februari 2006;

Overwegende dat op vrijdag 28 september het noorden van het eiland Sulawesi in Indonesië getroffen werd door een zware aardbeving gevolgd door een tsunami en er volgens officiële cijfers meer dan 1,5 miljoen mensen getroffen zijn door de ramp, waaronder veel gewonden.

Overwegende dat in augustus het land al zwaar getroffen is door een aardbeving in Lombok, zodoende dat de Indonesische regering nu een beroep doet op internationale hulp om het hoofd te bieden aan de noodsituatie.

Overwegende dat het consortium een platform is dat de 7 belangrijke Belgische ngo’s die actief zijn op het gebied van humanitaire noodhulp samenbrengt: Caritas International, het Rode-Kruis Vlaanderen, Handicap International, Dokters van de Wereld, Oxfam Solidariteit, Plan International België en Unicef België.

Overwegende dat bij een ramp of humanitaire crisis het consortium een fondsenwerving organiseert, waardoor de NGO-leden de hulpverlening aan de bevolking in de getroffen gebieden kunnen maximaliseren.

Overwegende dat de NGO-leden van het Consortium zich voorbereiden om de slachtoffers te helpen met medische, sanitaire en psychosociale bijstand, drinkbaar water en bescherming van kwetsbare groepen zoals kinderen.

#### **BESLIST**

een bedrag van 2000 € te storten op rekeningnummer 000-0000012-12 van het Belgisch Consortium voor noodhulpsituaties in het kader van de actie “Indonesië 12-12”, zoals voorzien in de gewone begroting 2018 onder artikelnummer 140/332-02/02 ‘Rampen – financiële hulp’.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

## Secrétariat - Secretariaat

### 22.10.2018/A/0023 **Interpellation de Monsieur Edoardo Traversa relative au respect sur le territoire de la commune du droit au logement**

Monsieur le Président,

Le droit au logement est un droit fondamental garanti par la Constitution belge (article 23) et par le droit international, en particulier l'article 11 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 1966 (ratifié par la Belgique le 21 avril 1983).

Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 10 décembre 2008 (ratifié par la Belgique le 20 mai 2014) prévoit en son article 2 la compétence du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de recevoir des communications, dans les termes suivants :

« Des communications peuvent être présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un État Partie, qui affirment être victimes d'une violation par cet État Partie d'un des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte.(...). ».

L'article 5 du même Protocole autorise le Comité à « (...)à tout moment soumettre à l'urgente attention de l'État Partie intéressé une demande tendant à ce que l'État Partie prenne les mesures provisoires qui peuvent être nécessaires dans des circonstances exceptionnelles pour éviter qu'un éventuel préjudice irréparable ne soit causé à la victime ou aux victimes de la violation présumée. ».

Le 8 octobre dernier, le Comité a émis une telle demande à l'attention de la Belgique concernant un citoyen etterbeekois en cours d'expulsion. Cette nouvelle a été largement relayée par la presse.

Or, il s'avère que les autorités belges s'appêtent à passer outre cette demande et faire procéder à l'expulsion.

Pourriez-vous nous faire savoir quelles mesures la commune entend prendre ou aura pris pour garantir sur son territoire dans ce cas le droit au logement et le respect des obligations internationales souscrites par la Belgique ?

Merci pour votre réponse.

*Monsieur Traversa expose son interpellation.*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :*

*« Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie notre collègue du CDH pour son interpellation même si je suis un peu surpris que celle-ci provienne de ces bancs-là. Une interpellation sur un sujet aussi essentiel que le droit au logement est la*

*consécration dans les autres communes, dans notre région et dans notre pays du droit à un logement décent. Je veux viser ici notamment l'un des aspects de l'article 23 de la constitution qui a, dans cette commune, particulièrement été activé par un bourgmestre que nous connaissons bien, par une majorité qui est ici réunie et, je pense, avec le soutien d'une population qui n'a jamais critiqué l'importance que nous donnons au droit au logement à Etterbeek.*

*Je pense que taire les avancées que nous avons suscitées à Etterbeek et que nous avons omis de consacrer dans d'autres instruments du droit belge est un peu particulier et se limite ici à pointer un problème en oubliant les réalisations que nous avons tachées de mettre en œuvre par le passé.*

*Je vous rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, lorsque la commune d'Etterbeek entendait, au nom du droit au logement, de mettre à disposition de personnes qui étaient sans logement, des logements sociaux qui étaient inoccupables, qui ne pouvaient plus être mis en location, c'est dans une commune, la nôtre, que pour la 1<sup>ère</sup> fois nous avons réactivé les droits d'occupation précaire, le Commodat, qui permet de reloger dans l'urgence des personnes afin de leur redonner un toit alors que ceux-ci en étaient privés. A l'époque, je me rappelle qu'un peu partout dans la région les critiques fusaient par rapport à cette procédure qui avait pour but de reloger des personnes qui étaient dépourvues de domicile fixe.*

*Il y a un peu plus d'un an, c'est une nouvelle fois à Etterbeek, que pour la première fois un bourgmestre, au nom du droit au logement, réquisitionne un immeuble privé pour permettre à des personnes sans domicile, sans toit et sans papier en l'occurrence de pouvoir être hébergés dans l'urgence.*

*Je m'étonne également qu'on taise l'action sociale de notre CPAS, de nos équipes qui au quotidien sont présentes pour reloger dans l'urgence des personnes qui, dans le cadre d'expulsion, dans le cadre d'accident de la vie perdent leur logement.*

*Je pense qu'il est particulièrement politiquement orienté aujourd'hui de critiquer le dynamisme ou les actions que posent une commune comme la nôtre, alors que de mon point de vue, et vous direz que je ne suis pas objectif en le disant, j'ai l'intime conviction que s'il y a bien une commune à Bruxelles qui a permis de faire évoluer le droit au logement et de rendre ce droit au logement théorique, si on veut avoir une discussion de juriste, alors que nous essayons de le rendre exécutable, de le rendre opposable aux autorités publiques, je pense qu'il y a bien une commune qui n'a pas été suspecte de faire des efforts pour y parvenir c'est notre commune.*

*Vous oubliez de dire, je pense, mais ça se sont des éléments d'informations que le Bourgmestre va vous donner, la commune se trouve ici dans une position entre le marteau et l'enclume devant respecter des dispositions internationales et des décisions judiciaires qui ont été prises par notre état. Et je vous rappellerais, chers collègues, qu'une autorité dans ce pays est compétente en matière de droit au logement, c'est la Région de Bruxelles Capitale. Que depuis peu elle est devenue pleinement compétente en matière de droit au logement étant donné qu'elle a permis notamment la régionalisation du bail et que dans les actions même de ce Gouvernement ont été autorisées les situations qui ont nécessité l'expulsion d'une personne sur notre territoire.*

*Je trouve qu'une responsabilité politique, vous pouvez la pointer, peut exister dans le*

*chef de l'état mais je ne vois pas comment, alors que vous appartenez à une formation politique dont la Ministre responsable de cette compétence s'est tue malgré la médiatisation qui a eu lieu, devrait faire rejaillir sur l'autorité communale la seule responsabilité de la situation que vous énoncez aujourd'hui.*

*Je terminerai pour dire que nous souhaitons, au niveau de la majorité, continuer à défendre ce droit au logement mais on doit le faire tous ensemble et on doit le faire entre les différents niveaux de l'état et ça n'est certainement pas en nous mettant en porte à faux par rapport aux efforts qui sont accomplis aux différents niveaux de pouvoirs que nous arriverons à le faire. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :*

*« Je vous remercie Monsieur le Président. Très brièvement, je réagis parce que j'ai été un peu piqué au vif par votre interpellation. Tout d'abord, mon collègue chef de groupe et moi-même partageons tout ce que votre chef de groupe a dit, je ne vais pas revenir là-dessus. En effet, plusieurs législations fondamentales garantissent le droit au logement, il est mentionné dans différents textes constitutionnels, internationaux, c'est vrai. Et on compatit évidemment avec les personnes qui se retrouvent dans ce genre de situation dont on a tous connaissance. Je pense qu'on a épuisé toutes les voies de droit belge pour se trouver devant une situation où on se retourne finalement vers une instance internationale, l'ONU en l'occurrence, pour essayer de faire valoir l'exercice de ce droit. Je le dis avec beaucoup d'humilité et beaucoup de modestie.*

*Il est quand même cocasse d'entendre de la bouche d'un membre du même groupe politique que la Ministre du Logement de la Région Bruxelloise, certes nous sommes à Etterbeek, mais quand on est Ministre du Logement de la Région Bruxelloise, on est en charge du logement dans les 19 communes, en ce compris la nôtre. Et donc il est cocasse d'entendre aujourd'hui de pointer du doigt la responsabilité de tous les membres de la majorité en disant « Mais qu'a fait la majorité pour venir en aide à cette personne ? ». C'est vrai, vous pouvez poser la question, mais on pourrait tous s'interroger en tant que citoyen, qu'avons-nous fait et que n'avons-nous pas fait pour aider cette personne à l'exercice de ce droit.*

*Mais je pourrais alors vous renvoyer la question, ce que je fais Monsieur le Président du Conseil communal, qu'a fait la Ministre du Logement dans cette situation Monsieur le Conseiller communal ? Qu'a-t-elle fait ? S'est-elle impliquée personnellement ? N'a-t-elle pas les leviers aujourd'hui, à l'échelle où elle est pour trouver une solution, pour peut-être reloger, même de manière temporaire, cette personne ? Il existe des solutions temporaires. Qu'a fait ou pas fait la Ministre du Logement pour trouver une solution pour cette personne que nous qualifions de Sans Domicile Fixe. L'hiver approche, toutes les personnes qui sont sans domicile fixe à Etterbeek comme ailleurs ont-elles une solution de logement ?*

*Alors je ne suis pas ici pour faire l'apologie de cette majorité mais ça a été dit par mon collègue, c'est vrai que nous avons réquisitionné des bâtiments privés pour loger des étrangers sans papier, nous l'avons fait et je pense que ça a été une première. Je ne suis absolument pas occupé à nous lancer des fleurs ici mais en tout cas, nous l'avons fait. Nous avons trouvé des solutions, dois-je parler du chauffoir qui permet en hiver à quelques personnes sans domicile fixe de se loger, mais à un moment donné je pense qu'il faut aussi se poser la question de la responsabilité. Là, la responsabilité, elle n'est pas individuelle, elle est collective et nous sommes tous responsables, tous les*

*politiques là où nous sommes au niveau local, au niveau régional, au niveau fédéral. Le droit au logement est en effet un droit qui doit être exercé et qui doit être à nos yeux une réalité pour tout le monde. La réalité n'est pas celle-là, c'est vrai, malheureusement à Etterbeek comme ailleurs. Mais pointer une majorité du doigt en disant « Vous n'avez pas fait ce qu'il fallait faire pour reloger cette personne. », ce n'est pas en disant cela qu'on avance. Je ne suis pas juriste, je ne suis pas bourgmestre, je pense que toutes les voies de droit ont été épuisées, s'il y avait eu une possibilité je pense qu'elle aurait été faite mais je ne veux pas répondre à la place du Bourgmestre.*

*Mais en tout cas, Monsieur le Conseiller communal, je vous demande de faire aussi votre exercice d'introspection, que n'a pas fait ou qu'aurait dû faire la Ministre du Logement pour trouver une solution dans le cas d'espèce qui nous préoccupe ? C'est bon de temps en temps de secouer le cocotier mais il est bon aussi de temps en temps de pouvoir s'interroger sur, lorsqu'on exerce une compétence, en particulier celle du logement en région bruxelloise, il est normal que vous puissiez aussi entendre que oui, en tant que conseiller communal, je suis impuissant, je ne peux pas loger cette personne chez moi, mais peut-être que vous avez de la place chez vous ? Je n'ai pas de solution, moi, personnellement et je ne vous autorise pas à mettre en doute notre volonté aux uns et aux autres à essayer de trouver une solution. Je ne peux pas accepter que quelqu'un dont la Ministre est Ministre du Logement vienne nous faire des leçons de morale ce soir. Je trouve que c'est mal venu et ce n'est absolument pas ce que j'avais envie d'entendre ce soir. »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Je vous remercie Monsieur le Conseiller communal, merci aussi à Monsieur Van Praet qui a rappelé toute une série de choses qui sont quand même incontestables. Monsieur Traversa la parole est libre, vous pouvez dire ce que vous voulez mais je pense quand même que la politique ne permet pas tout.*

*Je pense que s'il y a bien un domaine dans lequel la commune d'Etterbeek, et votre serviteur en particulier s'y emploie depuis de nombreuses années, c'est dans un combat par rapport à l'effectivité du droit au logement et de manière parfois audacieuse, sportive et avant-gardiste.*

*C'est nous qui avons ressuscité le droit de superficie, depuis lors la Région l'a utilisé sous le vocable Community Land Trust et je peux vous dire que lors d'une après-midi de travail en commission parlementaire du logement ceux qui ont pris la parole n'ont pas manqué de dire que leur source était etterbeekoise et qu'ils avaient recopié exactement les recettes que nous avons appliquées.*

*Lorsque Monsieur Van Praet a parlé du Commodat et bien il avait raison, c'est devenu maintenant un élément spécifique du code du logement. C'était sportif parce que nous avons donné des logements du Foyer Etterbeekois, qui n'étaient plus conformes au code du logement mais qui étaient conformes aux règles de sécurité et donc on avait inventé la notion de Commodat, qui est dans le code civil. Le fait d'accorder un bien à une personne qui ne doit rien payer si ce n'est les fluides et c'était une façon de passer à travers l'interdiction de louer puisqu'on ne louait pas. C'était un prêt et ça a été recopié et intégré au code lors de la réforme du code du logement.*

*Lorsque des réfugiés Iraniens ont fait la grève de la faim dans le bâtiment des œuvres*



*paroissiales à la rue de Pervyse et bien nous avons effectivement veiller à faire sortir ses personnes de là où elles étaient, parce qu'il y avait des risques d'incendie, et on les a relogés pendant plus d'un an dans les anciens bâtiments de l'hôpital où actuellement se construit la Maison Communale.*

*Lorsqu'un bâtiment a été occupé illégalement par la Voix des Sans-Papiers, qui était l'ancien bloc technique, jamais étant le représentant de la loi et du droit dans la commune, je n'ai accepté que des personnes qui entrent illégalement dans un bâtiment y restent, jamais. On les a toujours expulsés et on les a toujours relogés. Personne n'avait jamais fait ça nulle part, on a placé ces personnes, ils étaient plus d'une centaine dans l'hôtel communal et on a trouvé par la suite une solution en réquisitionnant un immeuble privé, cette situation a été commentée juridiquement à gauche et à droite et vous verrez dans l'actualité proche qu'une autre commune bruxelloise va encore nous copier, on nous a demandé le texte de l'ordonnance qui a été prise pas plus tard qu'aujourd'hui.*

*Je rappelle aussi la décision que nous avons prise par rapport aux SDF lors des périodes de froid intense au mois de février dernier, une mesure tout à fait exceptionnelle qui a entraîné toute une concertation, même au niveau européen et au-delà, avec finalement la plupart des grandes communes belges qui ont suivi ce que nous avons fait avec la création d'un chauffage de nuit. Ça n'avait jamais été mis en œuvre d'une part et d'autre part le fait qu'on avait invité les personnes, et au besoin sous la contrainte si nécessaire, en vue de les protéger contre eux-mêmes.*

*Pour parler bruxellois, votre intervention est un peu forte de café parce qu'il n'y a ne fusse qu'une seule personne dans cette majorité qui ne s'est pas intéressée au cas de cette personne dans le but d'essayer d'aider et bien je pense que vous vous trompez très lourdement. Et si vous croyez qu'il y a une seule personne qui aurait eu une sorte de passivité à se dire on ne fait rien et on trouve ça normal, vous vous trompez aussi. Et c'est même une insulte par rapport à la confiance morale de l'ensemble de ceux qui gèrent la commune.*

*Et donc lorsque que nous avons été confronté à la volonté de l'huissier sur base du mandat du propriétaire d'expulser cette personne nous n'avons évidemment pas fait n'importe quoi et nous nous sommes évidemment informer et nous avons consulter des professeurs d'université pour savoir si l'on pouvait, comme le demandait cette personne, utiliser la police pour empêcher l'expulsion. Et vous savez que la police communale, zonale lorsqu'elle est requise, elle l'est en vertu d'une formule exécutoire, « mandons et ordonnons à tout procureur généraux, officier de police, huissier de prêter main forte à exécution du présent arrêt ou jugement ». Vous connaissez cela.*

*Et donc quand la police fait cela vous croyez qu'elle est sous les ordres de qui vous pensez ? Pas sous les ordres de la commune ou du bourgmestre, elle est dans l'exécution d'un mandat judiciaire donné par une autorité fédérale. Et quand le comité de l'ONU dans une procédure, que personnellement je ne connaissais pas, prend une décision qui n'a d'ailleurs pas à la portée de celle que vous donnez, selon moi, ce n'est pas important parce que si on avait pu trouver la solution pour aider cette personne et pour la laisser sur place on l'aurait évidemment fait. Mais la question c'est comment est-ce qu'on peut, nous, légalement aider cette personne ? Nous ne sommes pas un syndicat, nous ne sommes pas un moyen de pression. Quel que soit le cœur qui est grand, si notre vouloir est d'aider cette personne on ne peut pas utiliser une*

*compétence ou un pouvoir en dehors de la loi, sinon on abuse de notre droit. C'est une évidence. On ne peut utiliser un pouvoir que conformément à la loi sinon on est hors la loi.*

*Et donc qu'avons-nous fait ? J'ai pris l'initiative de convoquer un collègue avant de prendre une décision et le collège est unanime dans cette décision. Et nous avons d'abord consulté le professeur Éric David, qui, ce n'était pas le bon choix ou trop le bon choix parce qu'en fait c'est une personne qui a donné l'idée au locataire de saisir le comité des Nations Unies, qui a donc été son conseil. Alors vous savez très bien que dans ce cas-là, il y a, et avec beaucoup de respect par rapport au professeur David, il y a conflit d'intérêt. Si vous avez été le conseil de la personne qui a saisi l'ONU et qui a fait les requêtes, vous pouvez difficilement être la personne qui donne un avis sur ce qu'il faut faire si ce n'est quand faveur de la non-expulsion. Et donc nous avons consulté quelqu'un qui fait autorité en Belgique, qui est à la fois avocate de cassation et à la fois l'un des professeurs les plus réputés en matière du droit d'exécution et des suretés, c'est la doyenne de la faculté de droit Michèle Grégoire. Et Madame Grégoire nous a rendu un avis qui est extrêmement claire en disant que la décision du comité du droit économique s'adresse à l'État et que l'expulsion n'est pas interdite en tant que telle. Alors l'État Belge est-il encore compétent en matière de logement ? Non, vous savez que nous sommes dans un état fédéral et que le logement est une matière régionale. Alors est-ce que l'État a fait ce qu'il devait en la matière ? La réponse est oui, la Ministre des Affaires Étrangères a écrit à la Région, la Région qui est compétente, et a dit être interpellée parce que cette décision qui lui est transmise et a demandé à la Région de faire le nécessaire. Et la Région qu'est-ce qu'elle a fait ? Via le service de coordination des organisations internationales, nous avons reçu un courrier, préalable à l'expulsion, qui ne nous a pas du tout demandé d'empêcher l'expulsion, ça nous est totalement impossible légalement, et qui nous a demandé simplement de faire en sorte qu'un logement provisoire soit donné à cette personne.*

*J'ai la lettre ici. Je vous la lit « C'est dans cette optique que Bruxelles Internationale saisi par courriel du SPF Affaires Étrangères se retourne vers vous afin de trouver une solution temporaire et transitoire par le biais des compétences en matière d'action sociale. Si une expulsion est à craindre, dans ce cas la Région de Bruxelles Capitale pourrait se trouver dans une posture délicate et dans une position de fautif. Merci, dès lors de trouver une solution de logement provisoire pour cette personne. » Et donc nous n'avons pas du tout reçu mandat de la Région d'empêcher l'expulsion nous n'aurions pas pu le faire. Le Professeur Grégoire le confirme, la Région le confirme. La compétence est portée par l'État belge par la Région en matière de logement des logements et pas par nous et par votre Ministre. Votre Ministre est intervenue envers nous pour qu'on ne l'expulse pas ? Non évidemment puisque c'est interdit par la loi.*

*Et puis, il faut le savoir aussi, à plusieurs reprises, on a proposé à cette personne une aide par écrit, par des démarches physiques sur place et cette personne a toujours refusé. Nous respectons son point de vue. Cette personne estime que le propriétaire, si j'ai bien compris, met fin au bail non pas par un manquement lié au locataire mais par une volonté d'occuper elle-même ou par sa famille le bien, comme dans les conditions prévues par la loi, on appelle ça le droit d'occupation personnelle. La personne se défend en disant que c'est un abus de droit. Ça a été plaidé en Justice de paix, ça a été plaidé à la 5ème chambre en appel du Tribunal de 1ère instance de Bruxelles et à quatre reprises le jugement a débouté le locataire. A tort ou à raison et nous ne sommes pas la cassation administrative du Tribunal de 1ère Instance de Bruxelles.*

*Alors quand vous voulez à tout prix chercher une responsabilité morale ou juridique, ce n'est pas digne, ce n'est pas convenable, ce n'est pas conforme à la réalité des faits. Nous avons pris le temps de nous réunir de manière spéciale le lundi 16 octobre, on a passé le temps qu'il fallait, on a lu les consultations juridiques et on a suivi les conseils qui nous ont été donnés. On a veillé à envoyer l'assistante sociale sur place le jour même, on a écrit à plusieurs reprises précédemment et à chaque fois cette personne, et c'est encore son droit, a refusé qu'un logement provisoire lui soit accordé.*

*Je pense ainsi avoir résumé les éléments du dossier. Parfois un peu d'humilité, ça ne ferait pas de tort. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani :*

*« Je voulais aussi dire qu'aujourd'hui j'ai été contacté à ce sujet. J'ai posé la question de savoir quelles étaient les ressources de cette personne et on m'a dit qu'il était pensionné et que ses revenus dépassaient les revenus d'intégration. Donc il n'était pas, par rapport à beaucoup d'autres citoyens, dans une situation financière difficile qui le met dans l'impossibilité de trouver un logement. C'est vrai que ce n'est pas beaucoup mais c'est malheureusement l'état d'un nombre important de citoyens qui n'ont que 1200 ou 1300€ par mois mais qui essayent de trouver un logement. C'est difficile effectivement de vivre avec ça. C'est une situation difficile, je peux comprendre, mais malheureusement c'est un nombre important de citoyens qui se retrouvent dans cette situation. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :*

*« Merci. Donc il y a eu beaucoup d'interventions, je vais essayer de répondre aux différentes critiques qui ont été émises. Ici, je m'occupe d'un cas bien particulier. Il n'est pas question de critiquer tout ce que la commune aurait fait dans d'autres domaines de la politique du logement, ce n'est pas l'objet de mon interpellation. En ce qui concerne la décision qui a été prise, je crois que c'est important de dire ici, on est au Conseil communal, je suis conseiller communal de l'opposition, je m'adresse à la majorité, et donc je souhaiterais que la majorité réponde sur ce qu'elle a fait et qu'elle ne mentionne pas d'autres niveaux de pouvoir. On pourrait parler en d'autres lieux de ce que devrait faire la Région. Ici, je m'attache à savoir, en tant que conseiller communal de l'opposition de savoir qu'est-ce qu'a fait le Conseil, supporté par la majorité, dans ce cas bien précis, qui est un cas exceptionnel. Il n'y a pas eu dans l'histoire d'autres situations où dans le cadre du droit au logement la Belgique est saisie d'une telle plainte donc je peux comprendre qu'il y ait une certaine incertitude sur la question.*

*Alors ce qui me pose question justement c'est le fait de demander deux avis et d'en écarter un d'un professeur respecté du droit international qui, et je l'entends bien, aurait eu des contacts avec la personne... »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Monsieur Traversa on l'a mis dans la motivation, on a dit qu'on ne peut pas en tenir compte car il y a conflit d'intérêt. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :*

*« Mais le conflit d'intérêt, ici on parle d'une personne qui vous dit, par honnêteté, qu'elle a eu une discussion avec cette personne mais ... »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Non pas une discussion, c'est ce professeur-là qui a introduit la requête. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :*

*« Ça n'empêche pas le fait qu'il s'agit d'une autorité en droit international et que, si jamais, cette autorité pour un motif ou un autre devait être considérée comme non crédible, il vaut mieux alors interroger quelqu'un d'autre qui connaît les procédures et les subtilités du droit international.*

*Alors j'ai regardé la décision que vous citez, je pense, et j'ai beaucoup de respect pour ma collègue Michèle Grégoire, mais qu'on lui prête des propos qui vont au-delà de ce qu'elle a dit. On cite l'autorité d'une collègue, qui a probablement été consultée dans une certaine urgence, et dont l'avis est finalement très prudent. Elle dit que la commune n'est pas contrainte de prêter main forte à cette exécution et elle ajoute que finalement il y a une certaine latitude de la commune. Elle renvoie en quelque sorte la commune à ses responsabilités. Un choix a été fait, je ne pense pas que ce choix était contraint par l'avis de Madame Grégoire.*

*Alors je trouve que c'est un très mauvais signal, c'est un problème en terme de dignité de la Belgique. Aller invoquer la répartition des compétences internes pour ne pas respecter un traité c'est quelque chose qui n'est pas acceptable, je pense, et qui certainement ne doit pas suffire pour s'en laver les mains et dire comme c'est souvent le cas, et ça a été le cas ici. Mais c'est le cas assez souvent, quand on adresse des demandes à différents niveaux de pouvoir en Belgique « Ah ce n'est pas moi, c'est l'autre ». La Région probablement doit faire quelque chose mais ici on parle des compétences de la commune et de la situation bien précise. Ici la commune pouvait s'abstenir d'agir, pouvait temporiser aussi. C'est une pratique courante lorsqu'un huissier doit procéder à une expulsion il discute du moment opportun avec les services qui sont éventuellement requis. Ici il ne s'agissait pas de faire en sorte que cette expulsion n'ait jamais lieu, il s'agissait d'attendre un peu qu'une décision puisse être prise et donc de prendre des mesures provisoires. Il ne s'agit pas de s'opposer, bien évidemment la commune ne peut pas s'opposer à la loi ou au décret mais la commune pouvait temporiser en attendant justement que l'on voit un peu plus clair sur cette première.*

*Et malheureusement, maintenant c'est trop tard. Différents niveaux de pouvoir sont en train de chercher une solution pour cette personne, il n'y a pas que la commune qui est active pour le moment. Mais je pense qu'à l'avenir il est important de pouvoir, lorsqu'on prend ce type de décision, de prendre le principe de prudence, de prendre un petit peu plus le temps et de ne pas lancer un processus irréversible. C'est le cas ici, j'espère qu'à l'avenir ce ne sera plus le cas si d'aventure cette situation se représente.*

*Maintenant j'ai bien en tête aussi la question du droit belge qui peut être, sur cet aspect-là, est contraire au droit international et peut être justement le droit international permettra pour un grand nombre de personne et je pense qu'on doit remercier cette personne qui a fait valoir ses droits, parce que on arrivera peut-être à une révision du droit au logement. Donc je ne veux surtout pas jeter la pierre à une personne qui essaye de faire valoir ses droits, même si je peux comprendre que pour certaines personnes ça a un côté énervant qu'on utilise l'ensemble des procédures qui sont à disposition mais dans un état de droit, c'est comme ça que ça fonctionne.*

*Je ne critique pas la politique du logement d'Etterbeek, je me focalise sur qu'elle aurait été une autre décision qui aurait pu être prise dans ce cas-ci et je reste d'avis qu'il aurait été possible de surcroît à participer à la décision d'expulsion. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« Pour donner suite à ce qu'a dit mon collègue et pour avoir quelques précisions, vous avez mentionné un courriel ou un courrier du Ministère des Affaires Etrangères à la Région. Est-ce que vous pourriez m'en donner la date exacte ? Ainsi que la date exacte du courrier de la Région qui aurait répondu ou qui aurait été adressé à la commune. Je vous remercie. »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Je n'ai pas le courrier du SPF, puisqu'il ne nous a pas été adressé mais j'ai le courriel de la Région, et on peut vous le transmettre bien entendu, qui a été transmis à la SLRB, et vous savez qui a la tutelle sur la SLRB. C'est un courriel du 16 octobre, 11h38. C'est donc la veille de l'expulsion. C'est donc ce courriel qui indique « C'est dans cette optique que Bruxelles International, saisi par courriel du SPF Affaires étrangères de ce lundi 15 octobre, se retourne vers vous, afin de trouver une solution temporaire et transitoire par le biais des compétences en matière d'action sociale. ». Et donc le 15, le SPF Affaires Etrangères écrit par courriel à la Région, la Région a réagi le lendemain et elle nous demande de trouver une solution d'hébergement provisoire. Solution qu'on a proposé à l'intéressé, qui a été refusée par l'intéressé. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« Je pense, Monsieur le Bourgmestre, que c'est très éclairant. Comme le disait mon collègue, Monsieur Traversa, il y a eu une certaine incertitude liée quant à la forme obligatoire de cette recommandation du Comité de l'ONU. Je pense qu'il y a eu beaucoup d'interrogations au niveau fédéral. Je regrette vraiment que le SPF Affaires Etrangères n'ait communiqué que le 15 octobre, alors que la décision datait du 8 octobre, un courriel à la Région. Effectivement, la Région a visiblement réagi immédiatement en essayant de sensibiliser la commune parce que c'était sans doute l'échelon de pouvoir le plus proche ... »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Monsieur Gérard, la décision ne date pas du 8 octobre. Le 12 octobre l'avocat de la propriétaire écrit qu'ils reprennent l'expulsion qui aura lieu le 17 octobre. Ça date donc du 12 octobre qui est un vendredi. Et le SPF écrit le 15 octobre. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« Excusez-moi mais la décision du Comité des Droits Economiques et Sociaux de l'ONU date du 8 octobre. Je l'ai immédiatement transmise à la Belgique à Genève, à la représentation permanente donc le Ministère des Affaires Etrangères en a connaissance le jour-même ou le lendemain. C'est tout. Je ne suis pas dans la critique ... »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Oui mais à ce moment-là, personne ne sait que l'expulsion est de nouveau en cours puisque l'expulsion devait avoir lieu 15 jours plus tôt. Elle devait avoir lieu le 8. Et sur base de cela, je suppose, le propriétaire décide de ne pas expulser. Ils ont remis l'expulsion et nous sommes saisis par un courrier du 12 octobre disant que l'expulsion aura lieu le 17 octobre.*

*Je ne sais pas quand l'Etat Fédéral l'a appris, ni comment mais le 15 octobre, premier jour ouvrable après le 12, ils écrivent tout de suite à la Région, qui est la seule compétente, au niveau de l'Etat Belge, en matière de logement en disant il y a quelque chose à faire là. Et que fait la Région ? Ils nous écrivent le lendemain en nous disant de trouver un logement provisoire pour ce monsieur. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« De nouveau, je trouve cela éclairant. Je pense qu'il faut sortir de ce genre de « ping-pong partisan » quand il s'agit d'une question pareille. Je ne suis pas dans la critique, j'essaye juste de comprendre. »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Ce n'est pas dans cet esprit-là que Monsieur Traversa s'est exprimé puisqu'il a clairement dit dans son intervention « bizarrement soutenu par des partenaires de majorité ». Cela veut dire que j'étais spécialement visé, je sais encore écouter ce qui est dit et jusqu'à présent comprendre ce qu'on me dit. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« Je comprends maintenant la séquence des évènements et que la commune s'est retrouvée, la veille de l'expulsion, à devoir chercher les différentes options. Je rejoins personnellement la lecture que fait mon collègue, Monsieur Traversa, de votre propre décision du Collège. Je ne comprends pas la portée que vous pouvez donner aux propos de Maître Grégoire, elle est totalement différente de celle que vous venez d'indiquer en séance publique mais soit les choses sont ce qu'elles sont maintenant ... »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Maître Grégoire écrit « La procédure d'expulsion n'est pas en tant que telle interdite. » Si elle n'est pas interdite, elle est permise. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« La commune n'est pas contrainte de prêter main forte à cette exécution. »*

*Le Bourgmestre prend la parole :*

*« Les policiers zonaux ne sont pas sous l'autorité communale lorsqu'ils exécutent une décision judiciaire, c'est tout à fait incontestable. »*

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :*

*« Je ne veux pas polémiquer. J'essaye juste de comprendre exactement ce qui s'est passé. Et pour l'information complète de tout le monde, je voudrais rappeler qu'il ne s'agit pas d'un renon pour occupation personnelle d'un logement, il s'agit d'un renon sans motif quelconque. C'est permis en droit belge et c'est ça la motivation du recours au Comité des Droits Economiques et Sociaux de l'ONU. Il y a des discussions qui sont menées à d'autres niveaux de pouvoir sur la légitimité du renon sans motif. Je voulais simplement clarifier la chose. »*

*Le Conseil entend l'interpellation.*

---

**Interpellatie van de heer Edoardo Traversa betreffende de naleving van het recht op wonen op het grondgebied van de gemeente**

Mijnheer de voorzitter,

Het recht op huisvesting is een fundamenteel recht dat gegarandeerd wordt door de Belgische Grondwet (artikel 23) en door het internationaal recht, in het bijzonder artikel 11 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 1966 (geratificeerd door België op 21 april 1983).

Het Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 10 december 2008 (geratificeerd door België op 20 mei 2014) bepaalt in artikel 2 de bevoegdheid van het Comité voor de economische, sociale en culturele rechten om kennisgevingen te ontvangen met de volgende woorden:

“Kennisgevingen kunnen worden gedaan door of in naam van personen of groepen van personen, onder de rechtsmacht van een staat die partij is, die stellen slachtoffer te zijn van een schending van een van de in het Verdrag genoemde economische, sociale en culturele rechten door die staat die partij is. (...)”.

Artikel 5 van datzelfde Protocol geeft het Comité toestemming om “Te allen tijde (...) een verzoek ter spoedige overweging [te] zenden naar de betrokken staat die partij is om de voorlopige maatregelen te nemen die in uitzonderlijke gevallen nodig kunnen zijn teneinde mogelijke onherstelbare schade voor het slachtoffer of de slachtoffers van de beweerde schending te vermijden.”.

Op 8 oktober heeft het Comité een dergelijk verzoek gericht aan België in verband met een Etterbeekse burger voor wie een uitzettingsprocedure lopende is. De pers heeft uitgebreid over dat nieuws bericht.

Het lijkt er echter op dat de Belgische autoriteiten dat verzoek naast zich zullen neerleggen en zullen overgaan tot de uitzetting.

Zou u ons kunnen laten weten welke maatregelen de gemeente van plan is te nemen of genomen zal hebben om in dit geval het recht op huisvesting en de naleving van de internationale verplichtingen die door België aanvaard werden te garanderen op haar grondgebied?

Bedankt voor uw antwoord.

*De heer Traversa licht zijn interpellatie toe.*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:*

*“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik dank onze collega van cdH voor zijn interpellatie hoewel ik een beetje verrast ben dat die interpellatie van die banken komt. Een interpellatie over zo'n essentieel onderwerp als het recht op huisvesting is in andere gemeenten, in ons gewest en in ons land de bevestiging van het recht op behoorlijke huisvesting. Ik wil hier in het bijzonder verwijzen naar een van de aspecten van artikel 23 van de Grondwet dat in deze gemeente bijzonder gestimuleerd werd door een burgemeester die wij goed kennen, door een meerderheid die hier samen is en volgens mij met de steun van een bevolking die nooit kritiek heeft geleverd op het belang dat wij in Etterbeek hechten aan het recht op huisvesting.*

*Ik denk dat het een beetje eigenaardig is om te zwijgen over de vooruitgang die wij tot stand hebben gebracht in Etterbeek. Andere instrumenten van het Belgische recht*

*hebben nagelaten om die vooruitgang in te burgeren. Daardoor beperken we ons er hiertoe een probleem aan te kaarten en vergeten we daarbij de realisaties die wij in het verleden tot stand hebben proberen te brengen.*

*Ik wil u even ergens aan herinneren. Nog niet zo lang geleden, toen de gemeente Etterbeek van plan was om in naam van het recht op huisvesting leegstaande sociale woningen die niet meer verhuurd konden worden ter beschikking te stellen van mensen zonder woning, werd voor het eerst in een gemeente het recht op preciaire bezetting (de bruikleen) opnieuw geactiveerd en dat was in onze gemeente. Daardoor kunnen mensen in een noodsituatie elders ondergebracht worden zodat zij opnieuw een dak boven hun hoofd hebben, hetgeen voordien niet het geval was. Ik herinner mij dat er toen zowat overal in het gewest kritiek losbarstte over die procedure, die tot doel had om mensen zonder vaste verblijfplaats elders onder te brengen.*

*Iets meer dan een jaar geleden en opnieuw voor het eerst in Etterbeek, heeft een burgemeester in naam van het recht op huisvesting een privégebouw opgeëist om er dringend daklozen zonder papieren te kunnen onderbrengen.*

*Ik ben ook verbaasd dat er niks gezegd wordt over de maatschappelijke acties van ons OCMW, van onze ploegen die dagelijks aanwezig zijn om mensen die hun woning verliezen na een uitzetting of een persoonlijk drama snel elders onder te brengen.*

*Ik denk dat het bijzonder politiek getint is om vandaag kritiek te leveren op het dynamisme of de acties die een gemeente zoals de onze onderneemt. U zult zeggen dat ik niet objectief ben, maar ik ben er namelijk van overtuigd dat als er in Brussel een gemeente is die ervoor gezorgd heeft dat het recht op huisvesting geëvolueerd is en dat dat theoretische recht op huisvesting (als we hier een discussie tussen juristen willen voeren) uitvoerbaar is geworden en ingeroepen kan worden bij de overheid, dan denk ik dat er een gemeente is die inspanningen heeft geleverd om dat te bereiken en dat is onze gemeente.*

*Ik denk dat u dat vergeet te zeggen – maar dat zijn informatie-elementen die de burgemeester u zal geven – dat de gemeente hier tussen twee vuren zit aangezien zij de internationale bepalingen en de gerechtelijk beslissingen die door onze staat genomen werden moet respecteren. En ik herinner u eraan, beste collega's, dat er in dit land een overheid bevoegd is op het vlak van het recht op huisvesting en dat is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Sinds kort is het Gewest volledig bevoegd voor het recht op huisvesting aangezien zij de regionalisatie van de huurovereenkomst heeft mogelijk gemaakt. In de acties van die regering werden bovendien situaties toegelaten waarin de uitzetting van een persoon op ons grondgebied noodzakelijk was.*

*Ik vind dat er een politieke verantwoordelijkheid kan bestaan in hoofde van de staat, maar ik zie niet hoe de verantwoordelijkheid voor de situatie die u vandaag aanhaalt alleen zou moeten neerkomen op de gemeentelijke overheid terwijl u deel uitmaakt van een politieke fractie waarvan de minister die verantwoordelijk is voor die bevoegdheid gezwegen heeft ondanks de media-aandacht die er is geweest.*

*Ik sluit af met te zeggen dat wij binnen de meerderheid het recht op huisvesting willen blijven verdedigen. We moeten dat echter allemaal samen doen en dat op de verschillende bestuursniveaus van ons land. Het is zeker niet door ons in een moeilijke situatie te brengen met betrekking tot de inspanningen die geleverd worden op*



*verschillende bestuursniveaus dat wij daarin gaan slagen.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:*

*“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik zal kort reageren want ik ben een beetje gekwetst door uw interpellatie. Allereerst zijn mijn collega-fractie leider en ikzelf het eens met alles wat uw fractie leider heeft gezegd. Ik ga daar niet op terugkomen. Er zijn inderdaad verschillende fundamentele wetten die het recht op huisvesting garanderen. Het wordt vermeld in verschillende grondwettelijke, internationale teksten, dat is waar. Wij leven uiteraard mee met de mensen die zich in een zo'n situatie bevinden waarvan wij allemaal op de hoogte zijn. Ik denk dat men alle Belgische rechtsmiddelen heeft uitgeput en uiteindelijk in een situatie terechtgekomen is waarin men zich tot een internationale instantie wendt, in dit geval de Verenigde Naties, om te proberen de uitoefening van het recht op huisvesting te doen gelden. Ik zeg dat met veel nederigheid en met veel bescheidenheid.*

*Het is toch grappig om dit uit de mond van een lid van dezelfde politieke fractie als de minister van Huisvesting van het Brusselse Gewest te horen. We zijn inderdaad in Etterbeek, maar wanneer men minister van Huisvesting van het Brusselse Gewest is, is men verantwoordelijk voor de huisvesting in de negentien gemeenten, met inbegrip van de onze. Het is dus grappig om vandaag te horen dat alle leden van de meerderheid met de vinger worden gewezen door te zeggen: “Maar wat heeft de meerderheid gedaan om die persoon te helpen?” U mag die vraag inderdaad stellen, maar als burger zouden wij ons allemaal kunnen afvragen wat wij hebben gedaan en wat wij niet hebben gedaan om die persoon te helpen bij de uitoefening van dat recht.*

*Ik zou de vraag echter ook kunnen terugspelen en dat doe ik ook, mijnheer de voorzitter van de gemeenteraad: wat heeft de minister van Huisvesting in deze situatie ondernomen, mijnheer het gemeenteraadslid? Wat heeft zij gedaan? Heeft zij persoonlijk iets ondernomen? Heeft zij op het niveau waar zij zich bevindt niet de middelen in handen om een oplossing te vinden om die persoon ergens anders onder te brengen, zelfs tijdelijk? Er zijn tijdelijke oplossingen. Wat heeft de minister van Huisvesting gedaan of niet gedaan om een oplossing te vinden voor die persoon, die wij dakloos noemen? De winter nadert. Hebben alle daklozen in Etterbeek en elders een oplossing voor hun huisvesting?*

*Ik ben hier niet om deze meerderheid te verdedigen, maar het werd gezegd door mijn collega en het klopt inderdaad dat wij privégebouwen hebben opgeëist om er vreemdelingen zonder papieren onder te brengen. Wij hebben dat gedaan en ik denk dat dat een primeur was. Ik ben ons hier absoluut geen lof aan het toezwaaien, maar we hebben het in elk geval gedaan. Wij hebben oplossingen gevonden. Moet ik bijvoorbeeld de verwarmde opvangruimte ter sprake brengen waar in de winter enkele daklozen onderdak vinden? Op een bepaald moment moeten we ons echter ook vragen stellen bij de verantwoordelijkheid. Die verantwoordelijkheid is niet individueel. Ze is collectief en wij zijn allemaal verantwoordelijk, alle politici, zowel op lokaal, gewestelijk als federaal niveau. Het recht op huisvesting is inderdaad een recht dat uitgeoefend moet worden en dat in onze ogen een werkelijkheid moet zijn voor iedereen. Jammer genoeg is dat niet zo, noch in Etterbeek, noch elders. Het is niet door een meerderheid met de vinger wijzen en te zeggen “U hebt niet gedaan wat gedaan moest worden om die persoon ergens anders onder te brengen” dat we vooruitgang zullen boeken op dat vlak. Ik ben geen jurist en ik ben geen burgemeester, maar ik denk dat alle rechtsmiddelen uitgeput werden. Als er een mogelijkheid was geweest,*

*dan denk ik dat men daar gebruik van gemaakt zou hebben, maar ik wil niet in de plaats van de burgemeester antwoorden.*

*In elk geval, mijnheer het gemeenteraadslid, vraag ik u om ook eens naar uzelf te kijken. Wat heeft de minister van Huisvesting niet gedaan of wat had zij moeten doen om een oplossing te vinden voor het geval dat ons verontrust? Het is goed om af en toe eens aan de boom te schudden, maar het is ook goed om, wanneer men een bevoegdheid uitoefent, in het bijzonder die van huisvesting in het Brusselse Gewest, zichzelf af en toe eens vragen te stellen. Het is normaal dat u kunt begrijpen dat ik als gemeenteraadslid ook machteloos ben. Ik kan die persoon geen onderdak kan geven bij mij thuis, maar misschien hebt u wel plaats bij u thuis? Zelf heb ik geen oplossing, maar ik laat u niet toe om onze wil om te proberen een oplossing te vinden in twijfel te trekken. Ik kan niet aanvaarden dat iemand van wie de minister de minister van Huisvesting is ons hier vanavond een morele les komt spellen. Ik vind dat niet terecht en het is absoluut niet wat ik vanavond wilde horen.”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Ik dank u, mijnheer het gemeenteraadslid. Ook bedankt aan mijnheer Van Praet, die een aantal dingen herhaald heeft die toch niet weerlegd kunnen worden. Mijnheer Traversa, “la parole est libre”, zoals men zegt. U kunt zeggen wat u wilt, maar ik denk toch dat de politiek niet alles toelaat.*

*Ik denk dat als er een domein is waarvoor de gemeente Etterbeek, en in het bijzonder uw dienaar, zich sinds vele jaren inzet, dan is het voor de strijd voor het recht op huisvesting en dat op een soms dappere, sportieve en avant-gardistische manier.*

*Wij zijn het die het recht van opstal terug tot leven hebben gebracht. Sindsdien heeft het Gewest het gebruikt onder de naam “Community Land Trust”. Tijdens een werknamiddag in de parlementaire commissie Huisvesting hebben degenen die het woord genomen hebben gezegd dat Etterbeek hun inspiratiebron is en dat zij de methoden die wij hebben toegepast nauwkeurig overgenomen hebben.*

*Toen mijnheer Van Praet heeft gesproken over de bruikleen had hij gelijk. Dat is een specifiek element van de Huisvestingscode geworden. Dat was veelbewogen want wij hadden woningen van de Etterbeekse Haard gegeven die niet meer in overeenstemming waren met de Huisvestingscode, maar die wel nog voldeden aan de veiligheidsregels. Wij hebben daarom het begrip “bruikleen” uitgevonden, dat in ons Burgerlijk Wetboek staat. Het is het feit een goed toe te kennen aan een persoon die niets moet betalen behalve het gas- en waterverbruik. Het was een manier om het verbod om te verhuren te ontwijken aangezien we niet verhuurden. Het was een lening en dat werd overgeschreven en opgenomen in de Huisvestingscode bij de hervorming van dat wetboek.*

*Toen Iranese vluchtelingen in hongerstaking gingen in het parochiegebouw in de Pervijzestraat hebben wij ervoor gezorgd dat die mensen de plaats waar ze verbleven zouden verlaten. Er was immers brandgevaar. We hebben hen gedurende meer dan een jaar ondergebracht in de oude ziekenhuisgebouwen waar momenteel het nieuwe gemeentehuis wordt gebouwd.*

*Toen een gebouw illegaal bezet werd door “La Voix des Sans-Papiers”, met name het oude technische blok, heb ik als vertegenwoordiger van de wet en het recht van de gemeente nooit aanvaard dat mensen illegaal een gebouw betreden en er blijven.*

*Nooit. We hebben hen altijd uitgezet en we hebben hen altijd ergens anders ondergebracht. Dat heeft niemand ooit ergens gedaan. Die mensen waren met een honderdtal en we hebben ze naar het gemeentehuis gebracht. Vervolgens hebben we een oplossing gevonden door een privégebouw op te eisen. Die situatie werd van alle kanten juridisch besproken. U zult zien dat er in de nabije toekomst een andere Brusselse gemeente ons voorbeeld zal volgen. Men heeft ons vandaag immers de tekst van de ordonnantie gevraagd die toen werd uitgevaardigd.*

*Ik herinner u ook aan de beslissing die wij genomen hebben in verband met daklozen tijdens de extreme koude in februari van dit jaar. Dat was een uitzonderlijke maatregel waarover achteraf veel overleg werd gepleegd, zelfs op Europees niveau en daarbuiten. Uiteindelijk hebben de meeste grote Belgische gemeenten ons voorbeeld gevolgd en een nachtopvang geopend. Het was nog nooit gebeurd dat men mensen uitnodigde en indien nodig zelfs verplichtte om naar de nachtopvang te gaan om zich tegen zichzelf te beschermen.*

*Om het op zijn Brussels te zeggen: uw interpellatie is een beetje “fort de café” want er is in deze meerderheid niet een persoon die zich niet geïnteresseerd heeft voor deze zaak om die persoon te helpen en ik denk dat u zich zwaar vergist. Als u denkt dat er iemand is die onverschillig geweest zou zijn en bij zichzelf gezegd zou hebben “we doen niks en we vinden dat normaal”, dan vergist u zich ook. Het is zelfs een belediging voor het morele vertrouwen van iedereen die de gemeente leidt.*

*Toen wij geconfronteerd werden met de wil van de deurwaarder, op basis van het mandaat van de eigenaar, om die persoon uit de woning te zetten, hebben wij dus niet zomaar wat aangerommeld. Wij hebben informatie ingewonnen en wij hebben professoren van de universiteit gecontacteerd om te weten of wij de politie konden gebruiken om de uitzetting te verhinderen, zoals die persoon dat gevraagd had. U weet dat als de gemeentelijke, zonale politie gevorderd wordt, dat die vordering gebeurt op grond van de uitvoerende formule: “Lasten en bevelen dat alle procureurs-generaals, ambtenaren van de politie, deurwaarders helpen bij de uitvoering van dit arrest of vonnis”. U kent dat.*

*Wanneer de politie dat doet, onder wiens bevel staat zij dan volgens u? Niet onder het bevel van de gemeente of van de burgemeester. Zij voert een gerechtelijk mandaat uit van een federale overheid. Wanneer het VN-comité in een procedure, die ik persoonlijk niet ken, een beslissing neemt die niet de draagwijdte heeft van uw beslissing, is dat volgens mij niet belangrijk, want als men een oplossing had kunnen vinden om die persoon te helpen en hem in zijn woning te laten, dan had men dat uiteraard gedaan. Maar de vraag is hoe wij die persoon wettelijk kunnen helpen? Wij zijn geen vakbond, wij zijn geen drukmiddel. Hoe groot ons hart ook is, wij kunnen geen bevoegdheden of macht aanwenden die buiten de wet staan, hoe graag wij die persoon ook willen helpen. Anders misbruiken wij ons recht. Dat spreekt voor zich. We kunnen onze macht enkel gebruiken in overeenstemming met de wet. Anders stellen wij ons buiten de wet.*

*Wat hebben wij dus gedaan? Ik heb het initiatief genomen om een college samen te roepen alvorens een beslissing te nemen en het college is unaniem in die beslissing. We hebben eerst professor Eric David geraadpleegd. Dat was niet de goede keuze of net wel de goede keuze want eigenlijk is hij degene die de huurder het idee heeft gegeven om zich te wenden tot het comité van de Verenigde Naties. Hij was dus zijn raadsman. U weet zeer goed dat er in dat geval, met alle respect voor professor David, sprake is*

van een belangenconflict. Als u de raadsman was van de persoon die zich tot de VN heeft gewend en die de verzoekschriften heeft ingediend, dan kunt u moeilijk de persoon zijn die advies geeft over wat men moet doen, behalve dan alles voor de niet-uitzetting. We hebben dus iemand geraadpleegd die gezaghebbend is in België. Die persoon is zowel advocaat in cassatie als een van de bekendste professoren op het vlak van het uitvoeringsrecht en het recht betreffende zekerheden. Het gaat over de decaan van de faculteit Rechten, Michèle Grégoire. Mevrouw Grégoire heeft ons een zeer duidelijk advies gegeven. Ze zegt dat de beslissing van het Comité voor het economische recht gericht is aan de staat en dat de uitzetting als zodanig niet verboden is. Is de Belgische staat dan nog bevoegd op het vlak van huisvesting? Nee, u weet dat wij een federaal staat hebben en dat huisvesting een gewestelijke materie is. Heeft de staat dan gedaan wat hij moest doen? Het antwoord is ja. De minister van Buitenlandse Zaken heeft geschreven naar het Gewest, dat bevoegd is. De minister heeft gezegd dat hij geïnterpelleerd werd over de beslissing en heeft aan het Gewest gevraagd om het nodige te doen. Wat heeft het Gewest dan gedaan? Via de dienst voor de coördinatie van internationale organisatie hebben wij een brief ontvangen voorafgaand aan de uitzetting. In die brief werd ons helemaal niet gevraagd om de uitzetting te verhinderen. Dat is wettelijk gezien onmogelijk voor ons. Er werd ons in die brief enkel gevraagd om ervoor te zorgen dat die persoon een tijdelijke woning zou krijgen.

Ik heb de brief hier. Ik lees de brief voor (vertaling): “Het is in dat opzicht dat Internationaal Brussel, dat aangesproken werd via de brief van de FOD Buitenlandse Zaken, zich tot u wendt om een tijdelijke oplossing te zoeken via de bevoegdheden op het vlak van maatschappelijk welzijn. Men vreest een uitzetting. In dat geval zou het Brussels Hoofdstedelijke gewest zich in een lastig parket bevinden en in fout zijn. Gelieve daarom tijdelijk onderdak voor deze persoon te vinden.” Wij hebben van het Gewest dus helemaal niet het mandaat gekregen om de uitzetting te verhinderen. Dat hadden wij ook niet gekund. Professor Grégoire bevestigt dat, het Gewest bevestigt dat. De bevoegdheid ligt bij de Belgische staat via het Gewest, dat bevoegd is voor huisvesting, en niet bij ons, en bij uw minister. Heeft uw minister ons gecontacteerd om ervoor te zorgen dat de persoon niet wordt uitgezet? Nee, uiteraard niet, want dat is bij wet verboden.

U moet ook weten dat wij die persoon verschillende keren hulp hebben aangeboden, zowel schriftelijk als ter plaatse, maar dat die persoon die hulp heeft geweigerd. Wij respecteren zijn standpunt. Als ik het goed begrijp, is die persoon van mening dat de eigenaar de huurovereenkomst niet beëindigt vanwege een gebrek van de huurder, maar omdat de eigenaar of zijn familie zelf hun intrek willen nemen in de woning zoals de voorwaarden uit de wet bepalen. Dat heet het recht op persoonlijke bewoning. De persoon verdedigt zich door te zeggen dat het gaat over rechtsmisbruik. De zaak werd gepleit voor het vredegerecht, de zaak werd in beroep bepleit voor de 5e kamer van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel en vier keer heeft het vonnis het verzoek van de huurder afgewezen. Terecht of ten onrechte, wij zijn niet de administratieve cassatie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel. Als u koste wat het kost een morele of juridische verantwoordelijkheid wilt zoeken, dan is dat niet waardig, dat is niet gepast en dat is niet in overeenstemming met de werkelijke feiten. Wij hebben de tijd gekomen om op maandag 16 oktober speciaal samen te komen, wij hebben de nodige tijd genomen, wij hebben de juridische raadplegingen gelezen en wij hebben het advies dat ons gegeven werd opgevolgd. We hebben de sociaal assistente dezelfde dag ter plaatse gestuurd, wij hebben voorafgaand verschillende brieven geschreven en elke keer heeft

*die persoon een tijdelijke woning geweigerd en dat is zijn recht.*

*Ik denk dat ik de elementen van het dossier hiermee heb samengevat. Af en toe wat nederigheid, dat zou niet slecht zijn.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani:*

*“Ik wilde zeggen dat ik vandaag gecontacteerd werd in verband met deze zaak. Ik heb gevraagd welke middelen die persoon heeft en men heeft mij gezegd dat hij gepensioneerd is en dat zijn inkomen hoger ligt dan de leeflonen. In tegenstelling tot vele andere burgers bevindt hij zich dus niet in een moeilijke financiële situatie waardoor hij geen woning kan vinden. Het klopt dat het niet veel is, maar dat is jammer genoeg zo voor tal van inwoners die slechts 1.200 of 1.300 euro per maand krijgen, maar die proberen om een woning te vinden. Het is moeilijk om daarmee rond te komen. Het is een moeilijk situatie, dat kan ik begrijpen, maar jammer genoeg zijn er veel burgers die zich in een dergelijke situatie bevinden.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:*

*“Dank u. Er zijn heel wat tussenkomsten geweest. Ik ga proberen te reageren op de verschillende kritieken die gegeven werden. Ik houd mij hier bezig met een specifiek geval. Er is helemaal geen sprake van om kritiek te leveren op alles wat de gemeente gedaan zou hebben binnen andere domeinen van het huisvestingsbeleid. Dat is niet waar mijn interpellatie over gaat. Wat de beslissing betreft die genomen werd, denk ik dat het belangrijk is om te zeggen dat we hier in de gemeenteraad zijn, dat ik gemeenteraadslid van de oppositie ben, dat ik mij tot de meerderheid richt en dat ik dus zou willen dat de gemeenteraad antwoordt wat zij heeft gedaan en dat zij geen andere bestuursniveaus vermeldt. We kunnen elders praten over wat het Gewest zou moeten doen. Ik probeer als gemeenteraadslid van de oppositie te weten te komen wat de raad, met de steun van de meerderheid, gedaan heeft in dit specifieke geval, dat een uitzonderlijk geval is. In de geschiedenis zijn er geen andere situaties geweest waarin een dergelijke klacht werd voorgelegd aan België in het kader van het recht op huisvesting. Ik kan dus begrijpen dat er een enige onzekerheid is over de zaak.*

*Waar ik nu vragen bij heb, is bij het feit dat men twee adviezen vraagt en dat een daarvan, van een gerespecteerde professor in het internationale recht, opzijgeschoven wordt omdat die, als ik het goed begrijp, contact zou hebben gehad met de persoon in kwestie...”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Mijnheer Traversa, we hebben dat in de motivering gezet. We hebben gezegd dat wij daar geen rekening mee kunnen houden doordat er een belangenconflict is.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:*

*“Maar een belangenconflict... Het gaat hier over een persoon die u eerlijk zegt dat hij een gesprek heeft gehad met die persoon, maar...”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Nee, geen gesprek. Het is die professor die het verzoekschrift heeft ingediend.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:*

*“Dat neemt niet weg dat hij een autoriteit is op het vlak van internationaal recht en dat als die autoriteit om de een of andere reden beschouwd zou moeten worden als*

*ongeloofwaardig, het beter is om iemand anders te vragen die de procedures en de subtiliteiten van het internationaal recht kent.*

*Ik heb de beslissing bekeken die u noemt. Ik heb veel respect voor mijn collega Michèle Grégoire, maar ik denk dat men haar uitspraken toeschrijft die verder gaan dan wat zij heeft gezegd. Men noemt de autoriteit van een collega, die waarschijnlijk met enige dringendheid geraadpleegd werd en die uiteindelijk een heel voorzichtig advies geeft. Zij zegt dat de gemeente niet gedwongen is om te helpen bij die uitvoering en ze voegt eraan toe dat de gemeente uiteindelijk een zekere vrijheid van handelen heeft. Ze wijst de gemeente in zekere zin op haar verantwoordelijkheden. Er werd een keuze gemaakt, ik denk niet dat die keuze werd opgedrongen door het advies van mevrouw Grégoire.*

*Ik vind dan ook dat het een zeer slecht signaal is. Het is een probleem met de waardigheid van België. De interne verdeling van de bevoegdheden inroepen om een verdrag niet na te leven, dat is onaanvaardbaar en het volstaat zeker niet om zijn handen in onschuld te wassen en te zeggen zoals dat vrij vaak het geval is wanneer men een vraag stelt aan verschillende bestuursniveaus in België: "Ah, dat is niet voor mij, dat is voor de andere". Het Gewest moet waarschijnlijk iets doen, maar hier gaat het over de bevoegdheden van de gemeente en over dit specifieke geval. De gemeente kon niet ingrijpen, kon ook afwachten. Het is een gebruikelijke praktijk dat wanneer een deurwaarder moet overgaan tot een uitzetting, hij het juiste moment bespreekt met de diensten die eventueel gevorderd worden. In dit geval was het niet de bedoeling om ervoor te zorgen dat die uitzetting nooit plaatsvindt. Men had een beetje moeten afwachten totdat er een beslissing genomen kon worden en men had dus tijdelijke maatregelen moeten nemen. Het gaat er niet over zich te verzetten. Uiteraard kan de gemeente zich niet verzetten tegen de wet of het decreet, maar de gemeente kon afwachten tot men een duidelijker zicht had op deze primeur.*

*Jammer genoeg is het nu te laat. Verschillende bestuursniveaus zijn een oplossing aan het zoeken voor die persoon. Niet enkel de gemeente is actief op dit moment. Ik denk echter dat het in de toekomst belangrijk is om, wanneer men dat soort beslissing neemt, voorzichtig te zijn, om een beetje meer tijd te nemen en om zich niet zomaar in een onomkeerbaar proces te storten. Dat is hier het geval, maar ik hoop dat het in de toekomst niet meer het geval zal zijn als de situatie zich toevallig nog eens zou voordoen.*

*Nu heb ik ook duidelijk de kwestie van het Belgische recht in mijn hoofd dat, met betrekking tot dit aspect, misschien in strijd is met het internationaal recht en misschien kan het internationaal recht net heel wat mensen de mogelijkheid geven om hun rechten te doen gelden. Ik denk dat we die persoon moeten bedanken dat hij zijn rechten heeft laten gelden omdat we misschien zo tot een herziening van het recht op huisvesting zullen komen. Ik wil dus zeker niemand beschuldigen die probeert om zijn rechten te doen gelden hoewel ik kan begrijpen dat het sommige mensen misschien op de zenuwen werkt dat men alle procedures die er bestaan gebruikt. In een rechtstaat werkt dat nu eenmaal zo."*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*"Ik ga verder op wat mijn collega heeft gezegd en ik zou enkele verduidelijkingen willen: u hebt een e-mail of een brief van het ministerie van Buitenlandse Zaken van het Gewest vermeld. Kunt u mij de exacte datum daarvan geven? En de exacte datum van de brief van het Gewest die de gemeente een antwoord zou hebben gegeven of die naar de gemeente gestuurd zou zijn? Ik dank u."*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Ik heb de brief van de FOD niet aangezien die niet naar ons gestuurd werd, maar ik heb de e-mail van het Gewest en we kunnen u die uiteraard bezorgen. De mail werd doorgestuurd naar de BGHM en u weet wie het toezicht heeft over de BGHM. Het is een e-mail van 16 oktober, 11.38 uur. Dat is dus de dag voor de uitzetting. In die mail staat het volgende (vertaling): “Het is in dat opzicht dat Internationaal Brussel, dat aangesproken werd via de brief van de FOD Buitenlandse Zaken van maandag 15 oktober, zich tot u wendt om een tijdelijke oplossing te zoeken via de bevoegdheden op het vlak van maatschappelijk welzijn.” En dus stuurt de FOD Buitenlandse Zaken de 15e een e-mail naar het Gewest. Het Gewest heeft de volgende dag gereageerd en zij vraagt ons om een tijdelijke oplossing te zoeken. Wij hebben de betrokkene een oplossing voorgesteld, maar die heeft hij geweigerd.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*“Ik denk, mijnheer de burgemeester, dat dat heel verhelderend is. Zoals mijn collega, mijnheer Traversa, al zei, is er een zekere onzekerheid over het verplichte karakter van die aanbeveling van het VN-comité. Ik denk dat er daarover veel vragen waren op federaal niveau. Ik vind het echt jammer dat de FOD Buitenlandse Zaken pas op 15 oktober een mail heeft gestuurd naar het Gewest terwijl de beslissing dateerde van 8 oktober. Het Gewest heeft klaarblijkelijk onmiddellijk gereageerd door de gemeente te proberen sensibiliseren, waarschijnlijk omdat de gemeente het dichtste bestuursniveau was...”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Mijnheer Gérard, de beslissing dateert niet van 8 oktober. Op 12 oktober schrijft de advocaat van de eigenaar dat ze de uitzetting die zal plaatsvinden op 17 oktober hervatten. Dat dateert dus van 12 oktober, een vrijdag. En de FOD schrijft op 15 oktober.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*“Neemt u me niet kwalijk, maar de beslissing van het VN-comité voor economische en sociale rechten dateert van 8 oktober. Ik heb die beslissing onmiddellijk doorgestuurd naar België in Genève, naar de permanente vertegenwoordiging, dus de minister van Buitenlandse Zaken is de dag zelf of de volgende dag op de hoogte van die beslissing. Dat is alles. Ik geef geen kritiek...”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Ja, maar op dat moment weet niemand dat de uitzetting opnieuw lopende is aangezien de uitzetting vijftien dagen vroeger had moeten plaatsvinden. Ze moest plaatsvinden op de achtste. Volgens mij beslist de eigenaar op basis daarvan om niet uit te zetten. Ze hebben de uitzetting uitgesteld en we hebben op 12 oktober een brief ontvangen waarin gezegd werd dat de uitzetting zal plaatsvinden op 17 oktober.*

*Ik weet niet wanneer of hoe de federale staat het vernomen heeft, maar op 15 oktober, de eerste werkdag na de twaalfde, hebben ze onmiddellijk naar het Gewest geschreven, dat op het niveau van de Belgische staat als enige bevoegd is voor huisvesting, met de melding dat er iets gedaan moest worden. En wat doet het Gewest? Zij schrijven ons de volgende dag en zeggen dat wij een tijdelijke woning moeten vinden voor die meneer.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*“Nogmaals, dat vind ik verhelderend. Ik denk dat dergelijk gepingpong moet stoppen*

*in een zaak zoals deze. Ik geef geen kritiek, ik probeer gewoon om het te begrijpen.”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Het is niet in die geest dat mijnheer Traversa gesproken heeft aangezien hij duidelijk is geweest in zijn tussenkomst “die vreemd genoeg gesteund wordt door de meerderheidspartners”. Dat wil zeggen dat ik in het bijzonder geïsoleerd werd, ik kan nog luisteren naar wat er gezegd wordt en nog steeds begrijpen wat mij gezegd wordt.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*“Nu begrijp ik de opeenvolging van de gebeurtenissen en begrijp ik dat de gemeente de dag voor de uitzetting de verschillende opties moest overlopen. Persoonlijk sluit ik mij aan bij de interpretatie van mijn college, mijnheer Traversa, van de beslissing van het college. Ik begrijp niet welk belang u kunt geven aan de woorden van meester Grégoire. Die is totaal verschillend van wat u in de openbare zitting hebt gezegd, maar het zij zo. De dingen zijn wat ze nu zijn...”*

*De burgemeester neemt het woord:*

*“Meester Grégoire schrijft: “De uitzetting is als zodanig niet verboden.” Als ze niet verboden is, dan is ze toegelaten.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:*

*“De gemeente is niet verplicht om te helpen bij die uitvoering.”*

De raad hoort de interpellatie.

---

## **Affaires générales - Algemene Zaken**

22.10.2018/A/0024 **URGENCE - Caméras de surveillance - Avis sur l’installation de caméras dans des rues d’Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l’installation et l’utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l’article 5 §2 du chapitre III précisant que la décision d’installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert accessible au public doit être prise après avis positif du conseil communal, rendu après consultation du chef de corps de la zone de police ;

Vu la liste des endroits où seront situées les nouvelles caméras de surveillance, à savoir :

- Square de Léopoldville,
- Place Saint-Pierre,
- Place Jourdan/Rue Général Leman,
- Rue de Theux, 59,



- Avenue de la Force aérienne, 1,
- Place Jourdan, 20 ;

Vu l'avis favorable du Chef de corps quant à ladite demande ;

DECIDE

de marquer un avis favorable sur l'installation de caméras de surveillance dans les rues listées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**URGENTIE - Bewakingscamera's – Advies betreffende de installatie van camera's in de straten van Etterbeek.**

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's;

gelet op artikel 5 §2 van hoofdstuk III waarin vermeld staat dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te installeren op een niet-besloten plaats die toegankelijk is voor het publiek genomen moet worden mits gunstig advies van de gemeenteraad na raadpleging van de korpschef van de politiezone;

gelet op de lijst van de plaatsen waar de nieuwe bewakingscamera's zich zullen bevinden, te weten :

- Leopoldstadplein,
- Sint-Pietersplein,
- Jourdanplein/Generaal Lemanstraat,
- de Theuxstraat, 59,
- Luchtmachtlaan, 1,
- Jourdanplein, 20 ;

gelet op het gunstig advies van de korpschef betreffende voornoemde aanvraag;

BESLIST

een gunstig advies uit te brengen betreffende de installatie van bewakingscamera's in de straten die op de lijst staan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*CC 20181022\_Caméras\_Avis chef de corps.pdf*

## Finances - Financiën

22.10.2018/A/0025 **URGENCE - Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018**

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 19 juillet 2018, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale afin de mieux répondre aux besoins des personnes et plus particulièrement aux personnes fragiles en situation de précarité sociale;

Attendu qu'un montant de € 24.891,76 a été attribué à notre commune par le même arrêté;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE

**Article 1 :**

d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

**Article 2 :**

les montants seront imputés comme suit :  
au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 831/465-01: «CPAS - Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement» : € 24.891,76;
- dépenses ordinaires de transfert – article 831/435-01/ -02 : « CPAS - Subsidies régionaux » : € 24.891.76

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**URGENTIE - Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 19 juli 2018**

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 19 juli 2018 van de Regering van het Brussels

Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek om haar inwoners een aangepaste omgeving en sociaal netwerk te bieden om beter tegemoet te komen aan de behoeften van de mensen en meer bepaald van maatschappelijk kwetsbare personen;

overwegende dat in hetzelfde besluit een bedrag van € 24.891,76 werd toegekend aan onze gemeente;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

**BESLIST**

**Artikel 1:**

de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

**Artikel 2:**

de bedragen worden als volgt ingeschreven:  
op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 831/465-01 “OCMW - Bijdrage van de hogere overheden voor de werkingsuitgaven: € 24.891,76
- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 “OCMW : Gewestelijke subsidies”: € 24.891,76

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*20181017100555043.pdf, 20181017100605791.pdf*

Levée de la séance à 22:05  
Opheffing van de zitting om 22:05

Le Secrétaire communal f.f.,  
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,  
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf